T2137-642-8,00 F

213 ISSN 0026-9433

C.I.R.A.

CATALOGUE DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (2e PARTIE)

hebdo le monde libertaire

...GATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°642 JEUDI 18 DÉCEMBRE 1986 8,00 F

APRÈS LES GRÈVES ÉTUDIANTES

La pause ?

Quelle pause ?

SYNDICATS

Hésitations... pressions, comment ne pas se mouiller ?
PAGE 4

PROVOCATIONS

Violences, meurtres et cynisme dans la police française.
PAGE 6

ETUDIANTS

Solidarité européenne : en Espagne, Italie et en Allemagne.
PAGE 8

communiqués

• POITIERS

Le groupe Berkman vient d'acquérir un local. Des permanences libertaires s'y tiennent tous les mercredis et les 1e et 3e samedis du mois, de 15 h à 19 h. Un rayon librairie et une bibliothèque de prêt sont ouverts. Adresse du local : 6, rue des Flageolles, 86000 Poitiers.

• PARIS

Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

• MARSEILLE

L'exposition de la Fédération anarchiste sur la révolution espagnole est visible au local du groupe de Marseille (11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille) durant tout le mois de décembre, lors des permanences du samedi de 14 h à 17 h.

• ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine informe qu'il tient une vente du « Monde libertaire » tous les dimanches au marché Héloïse.

• MONTROUGE

Depuis novembre, Montrouge est noir ! « Montrougénoir », c'est en effet le nom du nouveau groupe de la Fédération anarchiste qui vient de se créer dans les Hauts-de-Seine. Parmi ses activités, la vente du « Monde libertaire » sur les marchés de Montrouge. Dès maintenant, pour tout contact, écrivez-nous à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Salutations libertaires.

• DIJON

Le groupe de Dijon a le plaisir de vous annoncer l'ouverture de son local au 61 de la rue Jeannin à Dijon, le mardi 2 décembre. Vous trouverez sur place un large éventail de la presse libertaire, ainsi que de nombreux ouvrages sur l'anarchisme. Les permanences se dérouleront le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 heures à 18 heures.

D'autre part, nous continuons nos émissions sur Radio Dijon-Campus (100.2 MHz), « A boulets noirs », le mardi tous les quinze jours, de 19 h 15 à 20 h.

débats

• TOULON

Le groupe « Région toulonnaise » organise vendredi 9 janvier, à 20 h 30, à la salle Mozart à Toulon, une réunion-débat sur le thème « Le Coral et les lieux de vie », avec Claude Sigala. Projection films vidéo (courts métrages) : « Un lieu de vie : le Coral » et « Trajet d'un accueilli d'urgence ». Claude Sigala dédicacera son ouvrage, « Vivre avec le Coral », à cette occasion. Participation aux frais : 10 F.

• VAL-D'OISE

Les groupes du Val-d'Oise organisent un meeting sur le thème du délire sécuritaire à Argenteuil, à l'invitation de l'A.P.K., samedi 20 décembre (20 h), au 59, rue d'Ascq.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque banquaire Mandat-lettre
Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et **4 F** en timbres poste

LISEZ LE « MONDE LIBERTAIRE »
ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-LE !

éditions

• AFFICHE

L'administration et les relations interieures de la Fédération anarchiste viennent d'éditer une affiche en soutien au « Monde libertaire », disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 0,60 franc l'unité (au-dessus de 50 exemplaires).

• AFFICHE

Le groupe de Brest a édité une affiche 65 × 92. Prix à l'unité : 10 F. Au-dessus de 10 exemplaires, prix à l'unité : 1,20 F.

• ENVELOPPES

Deux enveloppes ont été éditées : l'une à propos de Michel Bakounine et l'autre de Louise Michel. Elles sont mises en vente au prix de 1,50 F l'unité, 1,20 F à partir de 10 ex., 1 F (50 ex.), 0,80 F (100 ex.) et disponibles à la librairie du Monde libertaire.

• EDITION

Des bandeaux sont disponibles à la librairie du Monde libertaire (O,20 F l'unité), ainsi que des tracts F.A. « Le libéralisme n'est pas la liberté » (les 100 ex. : 5 F).

• BOURGOIN

La liaison F.A. et le Collectif anarchiste de Bourgoin (Isère) publient depuis 1982 « Contre vents et marées », journal d'humeur anarchiste qui se veut lieu de réflexions et d'échanges. Par le biais de leur journal, la liaison et le collectif poursuivent plusieurs objectifs : vulgariser sur un plan local la pensée anarchiste ; créer localement toujours une mouvance anti-autoritaire ; développer un sens critique sur tout ce qui nous touche.

Nous faisons donc appel à tous les libertaires de la région iséroise à venir collaborer au journal et à nous contacter. « Contre vents et marées », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• MATÉRIEL

Le groupe « Région toulonnaise » diffuse le matériel suivant : broches — étoile noire et noire et rouge : 12 F pièce (port compris) et 8, 50 F à partir de 10 ex. ; deux mains brisant un fusil : 11 F pièce (port compris) et 7 F à partir de 10 ex. Chèque à l'ordre de Bruno Nappi, à adresser au C.E.C.L., Immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes — **PAGE 3, Social :** Ajournement des réformes libérales, Editorial — **PAGE 4, Luttes :** C.G.T., F.E.N., C.F.D.T. face au mouvement étudiant, En Bref — **PAGE 5, Social :** Tempête à l'I.N.C., Agriculture : toujours moins ! — **PAGE 6, Société :** Provocations policières, Meurtre d'Abdel, De l'athéisme à l'anticléricalisme — **PAGE 7, Société :** L'affaire Darrigol, Les assassins de l'ordre, Sidatorium, Procès antimilitariste — **PAGE 8, Dans le monde :** Solidarité étudiante en Europe, Violences en Cisjordanie — **PAGE 9, Informations internationales :** Pologne, R.F.A., Grèce — **PAGE 10, Arguments :** Forum-débat avec René Dumont — **PAGE 11, Expression :** Notes de lecture, Programmes de Radio-Libertaire, Musée d'Orsay — **PAGE 12, Société :** Le beurre et l'argent du beurre, A propos d'Action directe, Le libéralisme n'est pas la liberté.

liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1er : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1er lundi du mois.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20e : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

BANLIEUE

• Seine-et-Marne

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

• Yvelines

Groupe « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.

• Hauts-de-Seine

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.

• Val-de-Marne

Liaison Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)

Groupe de Créteil : permanences tous les dimanches, de 9 h 30 à 11 h 30, au marché de l'Eglise.

• Val-d'Oise

Groupe « Kropotkine » : permanence tous les dimanches matin au marché Héloïse, à Argenteuil.

PROVINCE

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 12 h 30, sur le marché de Wazemmes (rue Racine) ; les mercredis, de 12 h 30 à 14 h, dans le hall de l'université de Lille III (M° Pont-de-Bois) ; et les vendredis, de 17 h 30 à 18 h 30, devant la gare S.N.C.F. Adresse postale du groupe : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex)

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

• SEINE-MARITIME

Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis et les 1e et 3e samedis du mois, de 15 h à 19 h, en son local : 6, rue des Flageolles, Poitiers.

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — **Allier :** Moulins — **Ardèche :** Aubenas — **Bouches-du-Rhônes :** Marseille — **Charente :** Angoulème — **Charente maritime :** Marennes/Rochefort — **Côte-d'Or :** Dijon — **Doubs :** Besançon — **Eure-et-Loire :** Chartres — **Finistère :** Brest — **Gard :** Groupe du Gard — **Haute-Garonne :** Toulouse — **Gironde :** Bordeaux (trois groupes) — **Hérault :** Béziers — **Ille-et-Vilaine :** Rennes — **Indre-et-Loire :** Tours — **Loire :** Saint-Etienne — **Lot-et-Garonne :** Agen — **Maine-et-Loire :** Angers, Saumur — **Manche :** Cherbourg — **Moselle ;** Metz — **Nord :** Lille, Dunkerque — **Oise :** Beauvais — **Orne :** Flers/La Ferté-Macé — **Pas-de-Calais :** Boulogne, Lens — **Pyrénées-Orientales :** Perpignan — **Seine-Maritime :** Dieppe, Le Havre, Rouen — **Somme :** Amiens — **Var :** Groupe Région-toulonnaise — **Vienne :** Poitiers — **Yonne :** Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Nice — **Ardèche :** Tournon — **Ardennes :** Charleville-Mézières — **Aveyron :** Sainte-Affrique, Millau — **Bouches-du-Rhône :** Aix-en-Provence — **Charente-Maritime :** Saintes — **Cher :** Vierzon — **Corse :** Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — **Côtes-du-Nord :** Saint-Brieuc — **Doubs :** Haut-Doubs — **Gironde :** Saint-Médard-en-Jalles — **Hérault :** Montpellier — **Ille-et-Vilaine :** Saint-Malo — **Isère :** Bourgoin-Jallieu — **Jura :** Roche-lez-Beaupré — **Loiret :** Montargis — **Loir-et-Cher :** Blois — **Mayenne :** Laval — **Morbihan :** liaison du Morbihan — **Nord :** Douai — **Oise :** Noyon — **Bas-Rhin :** liaison du Bas-Rhin — **Savoie :** Chambéry — **Tarn :** Albi — **Var :** Hyères, La Seyne-sur-Mer — **Vendée :** La Roche-sur-Yon — **Vosges :** liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1er, 5e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e, 20e.

Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — **Yvelines :** Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — **Essonne :** Vallée de Chevreuse — **Hauts-de-Seine :** La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony, Montrouge — **Seine-Saint-Denis :** Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Montreuil/Bagnolet, Sevran/Bondy — **Val-de-Marne :** Créteil — **Val-d'Oise :** Argenteuil/Colombes.

• LIAISONS

Banlieue : Val-d'Oise : Sarcelles.

RÉFORMES LIBÉRALES

Vous avez dit ajournement ?

LORSQUE Jacques Chirac, le lundi 8 décembre, est apparu sur les écrans de télévision, chacun se doutait que le conflit, l'affrontement entre une génération entière d'étudiants et de lycéens et le gouvernement, né du projet de loi Devaquet, allait atteindre un point d'orgue. Les pronostics d'apaisement apparaissaient peu vraisemblables : Chirac apprécie trop les images agressives et musclées pour plier au premier obstacle sérieux de la législature. Qu'on se souvienne de ses rodomontades sur l'autorité de l'Etat et l'impérieuse nécessité que force reste à la loi !

Les premiers développements du conflit correspondaient bien à cette apparence, à ce *look* de fermeté sûre d'elle qu'il aime à donner : le paternaliste résigné à être patient et compréhensif des premières déclarations gouvernementales se transforma vite en inflexible qui va briser le mouvement. Qui peut raisonnablement croire que le 4 comme le 6 décembre, lors des charges, matraquages et tirs tendus de grenades lacrymogènes, la police a agi sans ordre ? On a voulu endormir les étudiants, puis on a tenté de les lasser, enfin on allait les briser !

Chirac s'était composé le visage des grands jours, sévère et prêt au sacrifice : il s'inclinait devant la juvénile *vox populi*. Il articulait soigneusement, on peut parier qu'il avait répété.

Il répétait, il plagiait même la manière et les périodes gaulliennes, en particulier cet emploi redondant du « je » : *j'ai réuni*, *j'ai décidé*, *j'ai demandé*... On essayait de restaurer l'image craquelé du père avec les procédés de l'aïeul. Bien sûr, la déclaration se concluait par le mot « France ».

Lui, Chirac, avait décidé d'abandonner, de « *retirer l'actuel projet de loi* ». On n'en parlait plus. On repartait apparemment de zéro : on avait demandé à son ministre « *d'engager une large concertation* »... Ah bon ! cela n'avait pas été organisé auparavant. Un zéro pointé, monsieur Chirac.

Reculade, débandade, lâchage, renoncement, fuite... capitulation, dirent même certains commentateurs. Et pourquoi avoir décidé cet abandon, ce retrait ce jour-là ? Ou plutôt pourquoi ne pas avoir pris cette décision le jeudi 4 décembre dans la soirée, lorsque la grande manifestation quasi exclusivement estudiantine et lycéenne, joyeuse, colorée — la fête, a-t-on dit — arriva aux Invalides, pour trouver les bidules et les fusils lance-grenades ? Quatre journées, quatre-vingt-seize heures séparent cet après-midi-là de ce lundi où le Premier ministre déclara que la rue avait gagné.

Entre les deux, deux cents blessés, graves, certains mutilés, et un mort, Malik Oussekine, assassiné par des policiers.

Pour que l'Etat recule, pour que ces représentants reconnaissent, admettent, rendent public que leurs décisions étaient erronées, maladroites, stupides, ou réactionnaires, en tout cas refusé par ceux qui allaient subir cette décision, pour que les hommes d'Etat reconnaissent, même implicitement, qu'ils se sont trompés, il faut du sang. Dans notre monde occidental de la fin du XX^e^ siècle, si bien nommé société du spectacle, tout encadré par la communication audiovisuelle, où de mièvres maîtres à penser répètent à l'envi qu'il faut bannir toute violence des rapports humains, apparaît parfois l'image réelle, authentique, vraie, non travestie de la force brute de l'appareil d'Etat.

Ce grand rassemblement, qui se voulait apolitique, qui ne raisonnait ni sur la société et son avenir, à la différence de ceux de 68, ni sur de quelconque explications du monde, qui réclamait peu de chose, une seule en fait, retirer un projet de loi sur l'université ; projet qui ne concernait ni la défense nationale ou la propriété des entreprises, projet certes important mais ne se proposant pas de légiférer sur un sujet vital pour la République française, ce grand rassemblement a fait sortir les griffes du monstre et tous ont vu qu'il était prêt à tuer.

Une fois encore, des personnes affrontent l'Etat qui gouverne en leur nom, elles l'obligent à être lui-même et montrent à tous — les badauds, les parents de ceux qui sont dans la rue, les enseignants, les travailleurs qui plient sous la crise — son caractère coercitif, sa nature de brute.

Quel trouble ! Il ne s'agit plus de cohabitation conflictuelle ou harmonieuse, de droite ou de gauche, d'alternance, de démocratie libérale. La plus périlleuse des leçons de choses se vit au cœur de la grande ville, par toute une génération, en qui on avait mis beaucoup d'espoir de discipline et de servilité, trop assurément ; les brutalités de la police, le cynisme des politiciens, l'entêtement et la morgue des ministres crient à tous ceux-là qui sont l'avenir : « *Si tu veux vivre comme tu l'entends, tu devras affronter l'Etat !* »

Le barbon irrité

Un « libéral résolu », un plumitif de la fraction la plus droitière de la coalition gouvernementale, Louis Pauwels, avait pourtant eu l'intuition de ce que serait ce mouvement — ce qu'il résume par « *dégradation de notre environnement culturel* » des années 80 — ; les jeunes aujourd'hui, peste M. Pauwels, « *sont les enfants du rock débile, les écoliers de la vulgarité pédagogique, les béats de Coluche et Renaud, nourris de soupe infra-idéologique cuite au show-bizz, ahuris par les saturnales de "touche pas à mon pote".* » On n'a retenu de l'éditorial que la formule : « *C'est une jeunesse atteinte d'un Sida mental* ». On a négligé le raisonnement et le constat d'échec.

Ah ! que cette génération a donné d'espoir. On lui avait inventé des clubs de l'Horloge, des sociobiologies ; on avait expliqué à nos chères têtes blondes qu'elles étaient porteuses de culture, qu'elles héritaient l'insigne privilège de gérer la société humaine, après une saine compétition, base indispensable de la hiérarchie sociale...

Or ça n'a pas marché ! Oui, la jeune génération paraît avoir oublié le chemin des permanences des groupes révolutionnaires ; elle serait apolitique : elle adhère à Amnesty International, elle participe à Convergence 84 et abhorre le racisme. Un apolitisme de bon aloi, en somme !

D'ailleurs, les mânes de Sigmund Freud, israélite viennois, ont fait déraper d'un *lapsus calami* l'assurance de notre ex-païen Pauwels ; lorsqu'il écrit *saturnales*, il avoue sa crainte : les saturnales, par le souvenir qu'elles célébraient du temps de Saturne, l'âge d'or, celui sans maîtres et sans esclaves, étaient des fêtes de liberté, de l'affranchissement, pour quelques heures, des esclaves.

Voilà ce qui met tant en colère M. Pauwels : le libéralisme de la jeune génération ne se préoccupe guère de la liberté d'entreprendre mais des droits de l'homme et de la lutte antiraciste.

Et puis quel bel apolitisme que celui-là, un moyen de « *se solidariser sur un terrain où les différences politiques ou religieuses ne les empêcheront pas de se rencontrer (1)* ». Pour un peu, ils réinventeraient la charte d'Amiens !

Message reçu

Le gouvernement, lui, a bien reçu le message. Dès le 9 décembre, Jacques Chirac, devant les groupes parlementaires R.P.R. et U.D.F., annonçait que la session d'hiver du Parlement était annulée. En outre, l'ordre du jour de la session qui s'achève est considérablement allégé. La loi de programme militaire, la réforme hospitalière, la création de prisons privées, les encouragements à l'épargne, le statut de la fonction publique territoriale sont renvoyés au printemps. Il a été également publié dans de nombreux organes de presse que la réforme du Code de la nationalité serait en voie d'être abandonnée. Le gouvernement s'est laissé enfermer, auraient dit des députés R.P.R., dans des réformes de société, alors que son objectif principal est l'économie et l'emploi.

Ainsi, après quelques jours à la connotation égalitaire, antiraciste au cours desquels, entre autres, on a pu entendre de nombreuses protestations sur l'affaire des Maliens parmi les manifestants, le gouvernement, bien qu'il s'en défende, réalise une pause dans la réalisation de son programme. Cette pause ne s'est pas étendue au droit du travail puisque le 10 décembre le Conseil des ministres a adopté plusieurs ordonnances, notamment une sur la modulation des horaires, leur amplitude maximale et le travail de nuit des femmes. Mais les applications les plus rigoureuses du libéralisme à la Reagan sont repoussées à plus tard.

Pierre blanche

Peut-on marquer ces quelques jours du début de décembre 1986 d'une pierre blanche ? Signe d'un changement, d'une modification de conscience de la part d'un grand nombre de nos contemporains.

Evidemment, ce qui vient à l'esprit d'abord c'est l'extrême fragilité du consensus ; une catégorie sociale peut le faire disparaître en quelques heures ; on peut aussi constater la nervosité du monde politique, de ses tendances centrifuges, de l'absence de projet autre que celui de la survie institutionnelle. Enfin les tentatives de récupération du mouvement commencent déjà.

Les événements vont à coup sûr développer ce mouvement étudiant et lycéen : a-t-il conscience de la responsabilité qui vient de lui échoir ? Il est aujourd'hui la plus grande force sociale, et il est apparu précédé d'une victoire.

Pour la centième, ou la millième fois peut-être, a été démontrée, exposée à toutes et à tous le moyen, la voie qui permet de résister, de repousser les puissants : ensemble, beaucoup, les assemblées, dans la rue, la grève générale. Les anarchistes pensent qu'avec ses moyens-là on peut aussi changer la société.

J. MAILLET

(1) Extrait du discours de Niel, lors du débat sur les rapports parti-syndicat, au congrès d'Amiens de la C.G.T., en 1906.

Editorial

PLUSIEURS centaines de milliers de personnes se sont retrouvées mercredi place Denfert-Rochereau en commémoration de la mort du jeune Malik Oussekine. Pas de banderoles syndicales, aucune organisation politique apparente même si certains leaders étaient là, l'impression qu'on ressentait était mitigée : à l'émotion forte et contenue consécutive aux violences policières de la semaine précédente s'ajoutait un malaise diffus.

Cette manifestation à la mémoire de Malik se chargeait d'un double symbole : on enterrait ce jeune étudiant, victime de la répression, en même temps que le mouvement estudiantin. Chirac avait en effet battu massivement en retraite, annonçant coup sur coup le retrait du projet Devaquet et de la réforme Monory pour les lycées. Ainsi, si le mouvement a obtenu pleine satisfaction, le bilan n'en est pas moins lourd et pèsera sans doute longtemps dans la mémoire de la jeunesse.

Le gouvernement ne s'y est pas trompé, il a préféré prudemment geler provisoirement — jusqu'en avril 1987 — toutes les réformes envisagées comme le code de la nationalité, la privatisation des prisons, voire le projet Chalendon concernant la criminalisation des toxicos. Comme disaient certains : il est urgent d'attendre !

Il y a donc matière à se réjouir puisque, pour la première fois depuis le 16 mars 1986, le libéralisme est battu en brèche. Il ne faudrait cependant pas s'aveugler au point d'oublier que Chirac ne fait que reculer pour mieux sauter. Il est en effet manifeste que le gouvernement, par cette temporisation prudente et stratégique, ne cherche qu'à calmer les esprits. En aucun cas, l'analyse de nos gouvernants ne laisse transparaître la moindre erreur ni le plus léger doute sur leur politique, chacun s'accordant au contraire sur le fait qu'ils n'ont tout simplement pas été compris.

Or la réalité est bien différente car il apparaît en définitive que ce sont eux qui n'ont rien voulu comprendre de l'angoisse que connait la jeunesse actuelle. De même qu'en 1984, les politiciens n'ont fait qu'hypothéquer de manière aléatoire les désirs ou les craintes de l'ensemble de la population et dans les deux cas ils se sont fourvoyés. Souhaitons que cette simple illustration puisse faire réfléchir ceux ou celles qui, mercredi soir, ne présentaient comme seule alternative que de voter contre Chirac en 1988. La démocratie constitutionnelle, avec sa représentativité parlementaire, vient une fois de plus de démontrer qu'elle a toujours été à des années lumières des préoccupations et du quotidien des individus. Il serait grand temps d'y songer, mais je vous parle là d'une révolution... Vous voudrez bien m'en excuser !

F.E.N. : une valse à trois temps

QU'on ne se le cache pas, les étudiants et les lycéens ont été des empêcheurs de tourner en rond ! Ces mouvements sociaux indépendants, déterminés, qui retrouvent les voies de la démocratie directe... font horreur à tous. Aux bureaucraties syndicales, en premier lieu. Aussi la direction de la F.E.N. a soutenu ce mouvement du bout des lèvres(1), faute d'avoir pu faire autrement.

Pensez, depuis des décennies, la majorité U.I.D. de la F.E.N. (proche des socialistes) nous répète que la mobilisation n'est guère possible, qu'il est irréaliste, jusqu'auboutiste de penser vouloir repousser en bloc une loi ou un décret gouvernemental. Seule la négociation adroite peut être efficace et parvenir à « *vider le texte de loi de son esprit* » (comme ils disent !), ce qui a invariablement abouti à nous le voir imposer. Et voici qu'une mobilisation casse cette logique de soumission, rappelant à tous que les palabres dans les couloirs de ministère ne remplacent pas l'action, que l'inamendable ne s'amende pas, que la négociation ne s'appuyant pas sur le rapport de force n'est que compromission. Et si les travailleurs de l'Education nationale retenaient la leçon ? Soutenons donc, faute de nous déshonnorer plus encore... mais prudence.

Ainsi se résume la ligne de conduite suivie par la F.E.N. et la valse hésitation qui a précédé son appel à participer à la manifestation du mercredi 10 décembre l'illustre bien.

1. Chirac retire le projet sur l'enseignement supérieur. Ouf ! On stoppe tout, chacun rentre chez soi, la manifestation de mercredi n'a plus de raison d'être.

2. La base grogne. La C.G.T., de son côté, fait de la surenchère, le camp communiste ne supporte pas — semble-t-il — d'être si peu implanté dans le mouvement de la jeunesse. Pour la F.E.N., il ne peut être question de laisser à la C.G.T. le monopole du soutien aux étudiants, concurrence oblige. F.E.N. et C.G.T, pourraient bien devenir les deux pôles de l'éventuelle recomposition syndicale dont on parle en coulisse. Si la C.G.T. s'enferme de plus en plus dans son isolement (elle serait la seule à défendre les travailleurs), la F.E.N. spécule sur ce sectarisme et n'hésite pas parfois à le creuser encore. L'une des secrétaires nationales du S.N.I.-P.E.G.C. (principal syndicat de la F.E.N.) déclarait mardi 9 qu'il y avait bien d'un côté le syndicalisme des libertés, de l'autre côté : la C.G.T.

3. Appel est donc lancé à participer à la manifestation du mercredi. Revirement ? Pas tout à fait, car il ne saurait être question de relancer la lutte. Aussi, la F.E.N. appellera-t-elle à « *donner au 10 décembre le caractère d'une journée de défense des droits de l'homme et de lutte contre la violence* ». Pas de revendications, d'appel à maintenir la mobilisation. Il faut savoir arrêter une lutte et ranger les banderoles.

La direction de la F.E.N. n'a donc su tirer aucune leçon de ce mouvement étudiant. Tout juste espère-t-elle profiter du désarroi passager de Monory pour réclamer une place assise à sa table. Mais point de mobilisation. Le projet de « maître-directeur » dans les écoles du premier degré se profile, projet d'un danger sans précédent, on cherche déjà à obtenir quelques piteux amendements.

Je reçois ce jour l'*Ecole émancipatrice* (organe du S.N.I.-P.E.G.C.) et je lis, concernant la suppression des postes de mise à disposition (qui va priver nombre d'organisations laïques de leurs principaux militants) : « *si d'aventure il subsistait ici ou là quelque fol espoir candide, aujourd'hui les choses sont claires : le couperet est tombé !* ». La défaite est consommée, déjà, sans que rien n'ait été tenté pour repousser l'attaque. Consternant ! La seule perspective de la direction de la F.E.N. est bien d'attendre les élections présidentielles. Les travailleurs de l'Education nationale feront-ils preuve du même renoncement ?

J.-M. BAVARD
(liaison Noyon)

(1) Signalons malgré cela, et bien heureusement, que les soutiens apportés par les militants locaux de la F.E.N. au mouvement étudiant et lycéen ont été fort nombreux durant ces trois semaines.

Manif de la F.E.N. du 23.11.86.

C.F.D.T. La ligne confédérale mise à mal

LA confédération C.F.D.T. s'est largement fait remarquer par ses volte-faces à répétition dans son attitude face au mouvement étudiant et lycéen. Solidaire en paroles comme tout le monde, Edmond Maire semble avoir été atteint comme beaucoup du syndrome de mai 1968. Soucieux d'éviter à tout prix d'entrer dans un engrenage que les syndicats ne se sentent guère capables de maîtriser et de maintenir son image de marque de modération, il n'a fait que changer d'avis sous des pressions multiples.

Contactée par les étudiants et les lycéens pour la manifestation du 10 décembre, la C.F.D.T. réserve sa réponse et pose des conditions qui ne manquent pas de sel : d'abord tout faire pour éviter les provocations et les affrontements, et pour cela terminer la manifestation à 16 h (détail piquant : à 16 h, les derniers manifestants n'avaient pas encore quitté Denfert-Rochereau, tandis que la tête du cortège arrivait juste à Nation), ensuite limiter les mots d'ordre de la manifestation au rejet de la loi Devaquet.

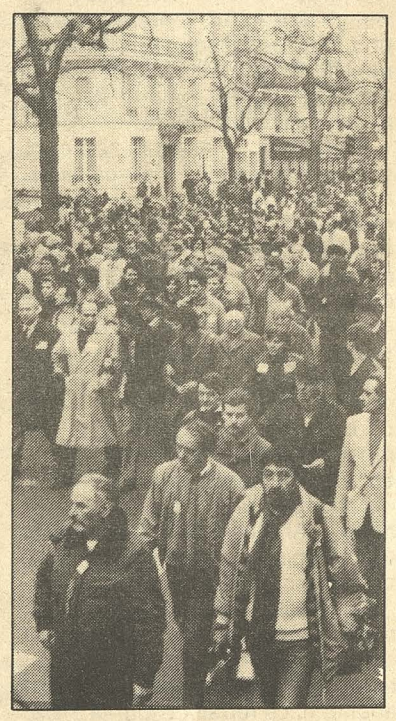
Aussi, lorsque le 8 décembre au matin, on apprit le retrait définitif du projet de loi Devaquet, Maire annonça-t-il en toute logique que de ce fait la manifestation du 10 était devenue « sans objet » ! Que devenait la mort de Malik, les nombreuses victimes des violences policières ? Dans son refus d'accepter une politisation du mouvement des jeunes, la C.F.D.T. faisait l'impasse sur la question essentielle de la défense des libertés.

Les réactions semblent avoir été nombreuses au sein de a C.F.D.T., et pas seulement parmi les habituels contestataires, puisque le très « mairiste » secrétaire de l'union départementale de Paris a pris sans hésiter la tête de la fronde. Le standard de Belleville a chauffé au cours des journées de vendredi et de lundi, tant et si bien qu'Edmond Maire changeait son fusil d'épaule dans la journée de mardi, à moins de 24 heures de la manifestation. C'est avec un certain embarras qu'il annonçait que la C.F.D.T. se satisfaisait des éclaircissements apportés par la coordination étudiante, à savoir que la manifestation se déroulerait sur le thème du refus des violences policières (ce qui était déjà prévu avant, c'est Maire qui avait voulu faire l'impasse sur cette question) et qu'en conséquence une délégation confédérale y participerait.

Ce changement d'attitude in-extremis n'a pas convaincu grand-monde et Maire a essuyé quelques quolibets lors de son arrivée à Denfert-Rochereau. Il ne pourra d'ailleurs pas manifester dans les premiers rangs des personnalités, mais se fera reléguer gentiment à l'arrière.

Pendant ce temps, en fin de cortège, l'union régionale parisienne, qui avait appelé fermement à la grève et à la manifestation depuis le début, réunissait plusieurs milliers de personnes, soit un résultat bien au-delà de ses capacités habituelles de mobilisation. Cette affaire reste un échec cuisant pour Edmond Maire, tants sur le plan médiatique que vis-à-vis des adhérents de la C.F.D.T. A force de refuser la lutte et la grève, on finit par être dépassé par les événements.

LEGRAND



en bref...en bref...

• Les conférences « Défense de l'Homme », salle de la Libre Pensée, 12, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris 5e, organise lundi 19 janvier une conférence-débat à partir de 20 h sur « Le socialisme libertaire, problème de civilisation », avec Maurice Joyeux. Participation aux frais : 10 F.

• S.A.T.-Amikaro organise des stages intensifs d'Espéranto les 10 et 11 janvier, 14 et 15, et 24 et 25. Pour tous renseignements, téléphonez au 47.97.87.05.

• Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.) organise une grande soirée musicale le 21 décembre au T.L.P.-Déjazet.
A cette occasion, Bernard Langlois (émission « Résistances » sur Antenne 2) recevra pour 1986 le prix Fraternité-Paby Archenbaud.

• Philippe Cuvelier repasse en procès le 5 janvier 1987 pour insoumission au service civil, à 13 h 30, devant la 11e chambre de la Cour d'appel de Paris.
Pour le soutenir, écrire au président de la 11e chambre de la Cour d'appel de Paris (affaire 81 45.86) et venir au procès.

C.G.T. toute !

BIEN avant tout le monde, la C.G.T. avait été contre la loi Devaquet ou plutôt le projet, les autres syndicats ayant soit approuvé, soit s'étant abstenus... (1) Dont acte. Depuis le retour de la droite au pouvoir, la C.G.T. se place sur le créneau du syndicalisme sans concession, tranchant avec les autres confédérations syndicales qui bradent les acquis ouvriers. C'est une image de marque qui est souvent confirmée sur le terrain, sans parler des navrantes prestations publiques d'un Edmond Maire, même s'il y a toujours à redire dans les arrières-pensées politiques.

Il était donc normal que la C.G.T. soutienne sans réserve le mouvement lycéen-étudiant et soit présente à la manifestation du 10 décembre à Paris. Seuls quelques énervés en mal de souvenirs soixante-huitards, visionnant leurs expériences passées, se disaient que pour une fois l'histoire ne bégayait pas, que l'ébauche d'une unité ouvriers-étudiants-lycéens était en marche...

En fait, c'était du jamais vu : « *La C.G.T. respectera totalement le caractère de la manifestation, son cortège silencieux et sans banderole sur le thème " Plus jamais ça ! ", conformément à la volonté des étudiants de dédier leur victoire à la mémoire de Malik Oussekine. Nous avons décidé qu'il n'y aurait pas de banderole C.G.T.* ». La presse quotidienne a eu beau jeu de s'interroger sur les intentions d'une C.G.T. qui soutient un mouvement qu'elle ne contrôle pas !

En accord avec la Coordination nationale des étudiants, la C.G.T. avait décidé d'apporter son appui logistique au service d'ordre. Comme les autres syndicats qui avaient appelé à la manifestation du 10, il n'y avait pas de banderole, rien que des badges C.G.T. et l'unitaire « *Plus jamais ça !* ».

Les étudiants et les lycéens en tête de la manifestation, les syndicats ouvriers et les parents d'élèves (F.C.P.E., ex-Cornec) derrière, est-ce que ça allait se dérouler sans heurts ? Le pari a été tenu et loin derrière les banderoles des lycéens et des étudiants, les militants des différentes confédérations syndicales étaient mêlés dans une sorte de fraternisation imposée par les faits (2)

Une organisation syndicale qui soutient sans réserve un mouvement étudiant-lycéen, lui apportant son aide sans vouloir le diriger, c'est tout à son honneur. Même si la centrale d'Henri Krasucki a des vues politico-médiatiques, elle rend objectivement hommage à la révolte de la jeunesse. Il aura fallu 18 ans...

THIERRY
(Gr. Pierre-Besnard)

(1) Lors de la séance des 23 et 24, le Conseil économique et social a adopté le projet de loi Devaquet. Ont voté pour : C.G.C., C.F.D.T., F.O. ; se sont abstenues : F.E.N., C.F.T.C. ; a voté contre : C.G.T.

(2) La manifestation était prévue à 14 heures place Denfert-Rochereau, les premiers syndicalistes rentraient dans le cortège vers 16 h 30.

AGRICULTURE

Toujours moins

OU toujours plus, si l'on veut parler des boulots précaires et peu rémunérés... Quand on entend des paysans en « *situation difficile* », qui n'ont presque rien pour vivre, plaindrent les chômeurs et les travailleurs précaires peu ou pas indemnisés qui n'ont même pas de jardin ou de poulaillers pour pouvoir mager à peu près correctement, y'a de quoi se dire : « *Nom de Dieu, de dyi, de diane, de dianche, putain ou bordel !* ».

De plus en plus, la « mouise » reprend du poil de la bête dans les pays dits développés. Elle a toujours existé, mais aujourd'hui on ne peut plus l'ignorer ; des paysans en colère contre les quotas laitiers ont parfois distribué du lait (camion bloqués) dans des quartiers pauvres où des gens étaient prêts à sortir des poubelles pour récupérer cet aliment frais.

« *Difficultés* » d'un côté, « *nouvelle pauvreté* » de l'autre : deux termes du langage officiel qui traduisent bien l'évolution de la société vers une dualité toujours plus forte. Le modèle japonais a fait des ravages chez les patrons voulant toujours plus de profit et chez les syndicalistes négociant l'intolérable (liberté de licenciement, flexibilité des horaires, des salaires, précarité, etc.).

Productivisme : toujours plus !

En agriculture comme ailleurs

Que ce soit aux Etats-Unis où les faillites se multiplient, dans le tiers monde où le modèle productiviste a été mis en place avec la complicité des gouvernements (1), ou en Europe où ce même productivisme montre ses limites (2), la restructuration sociale se poursuit. Comme dans le monde salarié où, plutôt que de voir la réalité du chômage en face, on utilise des expédients afin d'éviter les débordements ; en agriculture, on distribue des aides au coup par coup (3) pour éviter de voir les paysans aller foutre leur « zone » sur la place publique. Dans le même temps, les agriculteurs aisés sont avantagés (tout comme les patrons et autres parasites sociaux : armée, police, justice...) par des mesures fiscales proportionnelles au revenu.

Dans les usines de transformation du lait en Bretagne, 10% des emplois ont été supprimés depuis 1980, dont la moitié du fait des quotas laitiers. Vingt pour cent des éleveurs laitiers ont bénéficié des primes de cessation (de 1984 à 1986) et n'ont pas été remplacés. Les installations sont d'ailleurs bloquées dans de nombreux départements et la situation difficile ou aléatoire des autres productions agricoles n'est guère encourageante. Pourtant tout le monde s'accorde pour dire que c'est une priorité, que les enfants de paysans ou venant d'autres horizons seraient les bienvenus... d'ici quelques années.

Malgré tout, le gouvernement français annonce une timide hausse des revenus pour les producteurs de lait ou de viande... compte tenu des aides exceptionnelles et de la décapitalisation (destruction de l'outil de travail et donc revenus en baisse à l'avenir). Sombre tableau qui ne contraste pas avec celui que connaîtront les exclus de l'agriculture et qui n'est pas prêt de s'améliorer : un nouveau plan de réduction de la production de lait en Europe sera appliqué entre 1987 et 1989, afin de limiter réellement les excédents ; ce qui reste nécessaire, mais pouvant se faire autrement !

Quel avenir ?

Face à cela, les politiciens s'agitent, craignant de perdre des électeurs et proposent un peu tardivement d'« *autres solutions* ». « *Il faut reconnaître le maintien de l'élevage comme une priorité dans la préservation du tissu rural, sinon c'est les feux de forêt, les nuisances des élevages hors-sol, la désertification (...)* ». Les députés de droite se mettent à revendiquer un partage de la production avec des garanties de revenu, ce qui ressemble étrangement au quantum dont parlaient les travailleurs paysans et autres « progressistes ».

Ne vous étonnez pas si, bientôt, ils revendiquent des moyens favorisant les installations agricoles (offices fonciers, prêts de carrière ?), après s'être demandés pourquoi les élèves de lycées agricoles se sont joints par endroits aux manifestations étudiantes (« *sous le bitume, le chômage ?* »).

En 1982-1983, les Etats généraux du développement agricole avaient fait débattre de leur avenir, entre eux, plus de 200 000 agriculteurs en France, des travailleurs de l'agro-alimentaire et du secteur para-agricole... mais la loi de réorientation agricole, qui aurait du en sortir, est restée au fond des tiroirs et le productivisme a pu continuer. Aujourd'hui, le débat est relancé — de manière plus vitale d'ailleurs — face aux propositions d'une agriculture à plusieurs vitesses (les hyper-productivistes, les marginaux, les pluri-actifs additionnant entre eux de faibles revenus...).

Dans une société de plus en plus vermoulues, quelle place réserverat-on à un tel débat et jusqu'où les gens dits responsables laisseront aller celles des « alternatives » qui s'inscrivent dans une démarche globale... loin de celles qui consistent à faire pousser des carottes « non violentes » dans une « terre spirituellement entretenue par des communautés fraternelles » et où des moutons font confiance à de petits chefs « clairvoyants ».

J.C. (Rennes)

(1) Voir par exemple l'opération « Flood » (coopération C.E.E.-Inde) développant la production laitière sur les bases du modèle européen (endettement et intégration des paysans dans des circuits commerciaux où les consommateurs pauvres ne s'y retrouvent pas non plus). Cette opération est renégociée actuellement par la C.E.E., qui envisage par ailleurs de l'étendre à d'autres pays d'Asie.

(2) Cent mille « cas difficiles » en France, dont 10 000 à 15 000 privés de couverture sociale.

(3) L'Etat français a distribué 8,8 milliards de francs en 1986, soit 9% du revenu agricole : aides sécheresse, lait, viande bovine.

Solidarité refusée

POUR s'installer, ils ont construit une étable et une maison qui commence à se remplir, ils ont de ce fait pas mal d'emprunts à rembourser (jusqu'en avril 1984, période des quotas laitiers, on a poussé les jeunes à s'endetter lors de l'installation ; ce qui les contraint ensuite à produire beaucoup pour rembourser). Leur laiterie leur applique le quota comme à tout le monde et en 1986 ils ont produit trop de lait. On leur fait donc payer des pénalités. Depuis, ils se sont arrangés avec les parents qui livrent à leur place le lait « en trop » qu'ils amènent tous les soirs (illégalement et discrètement) chez eux (qui ont pu réduire leur production réelle).

Cette petite histoire, qui n'est sans doute pas unique, est inévitable lorsqu'on refuse officiellement les transferts de quotas. En Ille-et-Vilaine, des travailleurs paysans proposent de transférer une partie de leur droit à produire à un petit paysan de la même laiterie, suite au refus de celle-ci de considérer comme prioritaire ce type de producteur. Se référant aux textes, l'administration refusera tout transfert.

J.C.

L'I.N.C. à la dérive

AVEC la vague de libéralisme que l'on connaît aujourd'hui, les rats quittent le navire avant la tempête qui ne va pas tarder à s'abattre sur les associations de consommateurs en général, et l'Institut national de la consommation (I.N.C.) en particulier.

Premiers coups de vent

Mars 1986, disparition du secrétariat d'Etat à la consommation, ministère que Chirac n'a pas jugé bon de maintenir à son arrivée au gouvernement. Maintenant, l'Etat se désengage financièrement de l'I.N.C. Montrant de la sorte une volonté de ne plus considérer comme prioritaire la défense du consommateur. Dans la période actuelle de libération des prix, afin de faire jouer la concurrence, on comprend que cet institut puisse être gênant bien qu'au service du pouvoir.

La loi de finance pour 1987 prévoit une réduction de 10% de la subvention allouée à l'I.N.C. Sur un budget de 91 millions de francs, l'institut recevra 4 millions de moins de la part de l'Etat. Dans le même temps, l'enveloppe publique versée aux associations de consommateurs sera réduite de 22% à 25%.

Réduire les crédits n'est pas suffisant, du moins pas assez rapide, car il faut faire vite. Derrière, les vautours de la distribution trépignent. Alors, il faut concevoir des mesures énergiques. *50 millions de consommateurs*, la revue de l'I.N.C., sera vendue à un groupe privé d'édition ; l'institut lui-même aura droit à sa réforme.

Tout ceci annonce un grand nettoyage, dans la ligne politique d'une part (puisque le conseil d'administration va être modifié) et au sein du personnel. La suppression de 16 postes sur les 140 (dont quatre journalistes) est prévue. Mais la boucle n'est pas encore définitivement bouclée puisqu'il reste encore l'émission télévisée « D'accord, pas d'accord ». Qu'à cela ne tienne, la privatisation de T.F.1 et la révision du cahier des charges des programmes laisseront-elles une place à cette émission dont le temps d'antenne était déjà bien dérisoire (3 minutes) ?

Seul maître à bord : l'Etat !

Institut d'Etat et financé par ce même Etat, quelle autonomie peut avoir l'Institut national de la consommation ? Même si son rôle peut être discutable, son budget en baisse régulière et les menaces qui pèsent sur lui aujourd'hui montrent tout de même que les actions menées sont une gêne et un frein à certains abus.

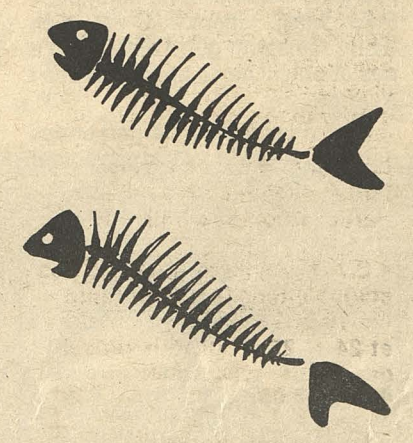
Demain, dans le cadre de la relance de la consommation par la libération de l'économie, l'I.N.C. aurait pu jouer un rôle actif dans ce qu'on appelle maintenant la publicité comparative ; rôle qu'il remplit déjà depuis longtemps avec sa revue. Mais il vaut mieux laisser tout ceci entre les mains des professionnels, ils savent de quoi ils parlent puisqu'il s'agit de leurs propres produits. Le consommateur peut avoir confiance, se reposer complètement sur leur honnêteté et leur objectivité. Bien sûr, la loi n'est pas encore passée mais la publicité comparative est bien amorcée, et déjà les bagarres juridiques pour « publicités mensongères » commencent entre Leclerc et Carrefour.

La gauche a mené une politique de renforcement de l'Etat, remplissant ainsi une de ses fonctions premières : la régulation de l'économie par un contrôle de la consommation et de la production. Eventuellement, malgré le dispositif législatif mis en place, certains secteurs de la consommation passaient au travers du règlement, les campagnes de boycottage (boycott du veau, par exemple) pouvaient être un moyen de rappeler à l'ordre les derniers récalcitrants. L'I.N.C., tout en étant un organisme d'information et de contrôle de la consommation au service du consommateur, est avant tout un outil au service du pouvoir.

Si l'Etat se désengage de cet institut, c'est dans la logique de sa politique libérale, et livre de fait l'I.N.C. pieds et poings liés aux entreprises puisque ses deux moyens d'information vont être privatisés. L'I.N.C. perd aussi le contrôle du service des fraudes qui va être restitué au ministère de l'Agriculture. Le gouvernement voudrait faire mourir cet institut qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Décidément, la machine libérale ne cesse d'avancer, écrasant tout ce qui se trouve sur son passage, au nom de la liberté.

PATRICK
(Gr. La Cécilia)



Un syndicalisme déplacé

Une sombre histoire aura défrayé la chronique en octobre dans une commune bretonne. Deux candidats à l'installation se sont affrontés pour la reprise d'une ferme moyenne, alors que des fermes voisines vont se libérer prochainement.

L'un des candidats, soutenu par la F.D.S.E.A. et le C.D.J.A., mais contre l'avis des adhérents F.D.S.E.A. de la commune, ne s'était pas rendu compte qu'il était le jouet d'organisations cogestionnaires de la restructuration en agriculture. Devant une situation aberrante (il est difficile de faire passer cette affaire pour un conflit foncier justifié), le candidat manipulé a été « lâché » par ceux qui, sortant des ministères et des conseils d'administration des laiteries, ont poussé un jeune illusionné à s'installer sans se préoccuper des réalités locales.

L'hypocrisie des uns reste sans faille et le pire dans tout cela, c'est qu'ils persistent à ne jamais tenir compte de l'intérêt de leurs adhérents à qui ils demandent de leur faire confiance.

J.C.

Bravo la police !

IL a l'air fin, aujourd'hui, le sanglant Tartarin de la place Beauvau avec ses casseurs « *gauchistes et anarchistes, professionnels de la déstabilisation* »... Jour après jour, des témoignages de manifestants, étudiants, lycéens, travailleurs, journalistes, passants, voire même de... policiers, éclairent singulièrement les événements du Quartier Latin.

C.R.S. qui ont l'ordre de ne pas broncher pendant les pillages de magasins ; « *autonomes casseurs* » qui se reconnaissent entre eux à des signes distinctifs (badges, rubans) et qui communiquent par talkie-walkies ; estafettes suspectes pleines de manifestants casqués et armés — sûrement pas « spontanés » — ; connivences prouvées entre certains barrages de C.R.S. et des bandes de « skinheads » et autres nazillons venus, paraît-il, casser du « communiste » ; flics en civil qui se font repérer (et même filmer) en train de balancer des pavés sur les C.R.S., puis qui se réfugient ensuite derrière les cordons de ces mêmes C.R.S. ; présence peu discrète de manifestants (vers minuit et demi, samedi 6 décembre) gueulant « *Pasqua démission !* », barres de fer aux poings et qui ont été reconnus comme étant des militants d'extrême droite par beaucoup de camarades ayant déjà eu affaire à eux sur les marchés ou dans les gares lors de vente de journaux ; manifestants armés se baladant à visage découvert à quelques mètres des C.R.S. sans être inquiétés le moins du monde (on ne frappe pas un « collègue »), etc.

Logique d'Etat

Interrogé par T.F.1 jeudi, Pasqua niait tout cela en bloc, avec l'arrogance qu'on lui connaît. Pas de flics-provocateurs, pas de fascistes, rien... Malheureusement pour lui, il suffit aujourd'hui que Pasqua nie quoi que ce soit pour que la majorité des gens prennent ça aussitôt pour un aveu ! Ce triste connard a été jusqu'à mettre en doute les tirs tendus de la place des Invalides ! Pas de preuves pour l'instant ! C'est pas bien, c'est défendu, mais il n'a pas, lui, ministre de l'Intérieur, eu toutes les informations prouvant ces tirs tendus ! Salaud ! Le visage de François Rigal, cela ne suffit pas ! Pour Malik, idem... C'est bien triste, mais tant que l'enquête n'a pas abouti, il ne se prononce pas ! A vomir...

Plus d'un million de personnes dans les rues de tout le pays pour dire non aux flics, et Pasqua continue... Qui sera surpris ? Pasqua est à l'image de la police. Jamais le gouvernement ne prendra le risque de désavouer, voire de sanctionner ses chiens de garde les plus fidèles. Le C.R.S. Burgos, assassin de Loïc Lefèvre, et le flic Patrick Savray, assassin d'Abdel Benyahia, sont libres, et ce n'est pas seulement un symbole. C'est une logique d'Etat, la logique de Chirac qui, dès son arrivée à Matignon, aboyait que le gouvernement couvrait les flics en cas d'« *incidents regrettables* ». Malik, Abdel, Loïc, William et tant d'autres sont morts de cette logique-là.

Les violences policières n'ont rien de surprenant. Elles sont l'aboutissement inévitable d'un processus qui a amené la jeunesse à s'emparer des rues pour clamer sa colère sans aucun intermédiaire reconnu et accepté par le pouvoir. Ce sont eux, lycéens, étudiants, travailleurs, chômeurs, « loubards » qui ont déstabilisé l'Etat, justement parce qu'ils sont sorti des passages cloutés. Si les affrontements directs avec les C.R.S. étaient compréhensibles (comment des milliers de jeunes auraient-ils pu défiler sagement, encadrés par les C.R.S. alors que ces mêmes C.R.S. assassinaient sauvagement Malik quelques heures auparavant ?), il est juste regrettable que certains n'aient pas vu la supercherie, au bout d'un moment, et aient été trop myopes pour ne pas se rendre compte des accointances policières et politiques de leurs voisins de bataille. Mais, finalement, la provocation du pouvoir n'a été qu'un pétard mouillé.

La réalité de l'Etat

Quelques pillards aux ordres n'ont pas empêché l'essentiel, ce

que redoute tant l'Etat : des milliers et des milliers de jeunes ont découvert en quelques jours la réalité de l'Etat. Plus jamais ils ne chanteront sur l'air des lampions « *C.R.S. avec nous, vos enfants sont concernés !* » parce qu'ils ont (enfin) compris que la police est là pour protéger une minorité contre l'immense majorité. Parce qu'ils ont compris que la sélection ce n'est pas seulement dans les universités, mais dans toute la société, et que les flics tueront toujours si la contestation n'est plus contrôlable, parce qu'ils sont payés pour cela. Parce que, de la rue Mogador à Pantin, du Quartier Latin aux Minguettes, de Montreuil à Marseille, la mèche a été allumée et que plus rien ne sera désormais comme avant dans leurs têtes.

Le sang coulera encore malheureusement, ici ou ailleurs. Mais, au bout du compte, les matraques perdront devant l'intelligence, et ça c'est inexorable. Et les pompiers socialistes ou communistes n'y pourront rien. La majorité des jeunes qui ont ouvert les yeux ces dernières semaines sait aussi ce qu'ils cherchent. Les slogans, les pancartes des manifestations étaient assez significatifs ! Les tapineurs politiciens n'ont pas eu, c'est le moins qu'on puisse constater, le succès qu'ils espéraient ! On ne peut que s'en réjouir ! Le pouvoir a reculé devant la rue, sur tous les fronts : le projet Devaquet, bien sûr, mais aussi sur le projet Monory, le code de la nationalité, le non-remboursement de l'I.V.G., les prisons privées, etc. Il a fallu des morts pour cela, des blessés graves... Pour eux, il faut continuer !

GIL

INSÉCURITÉ DES VILLES

Meurtre de deux hommes

DEUX hommes sont morts vendredi 5 décembre au soir, Abdel et Malik, deux victimes des flics. L'un, Malik, a eu droit aux unes des journaux ; Abdel dut attendre lundi pour que l'on parle de son assassinat. Il est mort, froidement abattu par un inspecteur saoul, bêtement. Il ne volait pas, ne tuait pas, il essayait de séparer deux hommes. Il ne devait pas aimer la bagarre, lui qui cherchait à sortir ses copains des « 4 000 » (Courneuve) de leur isolement. Il est mort parce qu'un inspecteur doit toujours porter son flingue, même saoul. Nous savons qu'ils ont tous les droits : contrôler, emprisonner, assassiner et tabasser. Pasqua n'est pas venu nous parler à la télé d'insécurité, normal ce sont ses flics qui sont dans la rue.

Abdel, Français, ses parents pouvaient espérer que son meurtrier soit emprisonner comme tout criminel. Or son assassin est en liberté provisoire et sa victime sous terre. La justice, comme à son habitude, traite les coupables selon leur origine. Abdel était Arabe, grande tare quand on connaît notre justice. Vous me direz que Burgos est en liberté, lui aussi est flic. Tous les gens qui croupissent en prison pour des pécadilles, en attente d'un jugement, doivent apprécier ce geste à sa juste valeur.

Le lendemain de sa mort, peu de personne savait qu'Abdel n'était plus avec nous. La famille ne fut informée que le lendemain et encore en passant par le canal du consulat d'Algérie. Le droit à l'information bafoué, le silence imposé par la préfecture doit nous rappeler que nous vivons dans un monde où l'Etat n'agit qu'en fonction de ses propres intérêts.

Le meurtre de ce jeune Arabe n'est pas le premier, ni le dernier touchant cette communauté. La marginalisation et les agressions physiques ou morales qu'elle subit doivent être combattues. Tant qu'il n'y aura pas une égalité des droits et que cette communauté ne devra supporter que les devoirs, d'autres Abdel mourrons.

BRAHIM (liaison Sarcelles)

EN VENTE DANS DE NOMBREUX KIOSQUES MARCHANDS DE JOURNAUX ET DANS LES GRANDES GARES DEMANDEZ, EXIGEZ... *LE MONDE LIBERTAIRE*

De l'athéisme à l'anticléricalisme

« *Et que l'infâme Dieu dont on veut m'alarmer ne soit conçu pour moi que pour le blasphémer.* »

Sade

SACHANT la connivence qui existe depuis des siècles entre le despotisme et la religion, il est plus que démontré qu'en détruisant l'un on doit entamer l'autre. Aussi, au même titre que la lutte contre l'autoritarisme politique, l'anticléricalisme doit faire partie intégrante du combat anarchiste. La religion est aussi incohérente au système de la liberté que l'est la tyrannie des Etats. L'histoire ancienne et contemporaine fourmille d'ailleurs d'exemples témoignant de cette relation complice entre religion et Etat autoritaire (excusez le pléonasme !).

De tout temps, les rois ont étayé la religion et la religion a sacré les rois. Napoléon signe un concordat avec Pie VII, l'épiscopat allemand avec Hitler, le Saint Siège avec le gouvernement fasciste italien (accords de Latran), Le Pen (pas encore au pouvoir, cependant) caresse l'Eglise réactionnaire et lèche du curé, Botha appartient à la race blanche supérieure élue par Dieu et Reagan est depuis 1981 (après avoir prêté serment sur la *Bible*) le nouveau « cowboy envoyé par le ciel ». Le rapport entre religion et pouvoir est parfois tellement étroit que les deux se confondent (comme dans de trop nombreux pays islamiques où le *Livre Saint* représente la Constitution toute entière). Ainsi, de même qu'il est urgent de stopper le S.I.D.A., il est tout aussi nécessaire de freiner le phénomène d'intoxication religieuse dont les effets sont plus mortels encore, bien qu'ils ne fassent pas, eux, la une des journaux (1).

De plus, on assiste aujourd'hui à une véritable offensive religieuse, une recléricalisation ; les personnalités de l'Eglise (le Pape en tête) deviennent des bêtes de scènes sachant habilement se servir des médias (notons les succès inquiétants des derniers grands shows religieux !) et, dernière trouvaille : le prêche dans la rue (au Forum des Halles, par exemple).

En Autriche et en R.F.A., à l'aide d'une loi dite de blasphème, on censure des textes critiquant l'Eglise et la religion, on chasse les hérétiques, on multiplie procès et arrestations ; en France, deux militants anticléricaux de l'O.S.T.I.E. (Opposition à la soumission à la théologie et à l'intrusion ecclésiastique) sont arrêtés et incarcérés pour délit d'opinion en attendant d'être expulsés vers leurs pays d'origine (expulsions évitées de justesse grâce à une mobilisation immédiate le 2 octobre dernier). Autrefois, on brûlait les hérétiques, aujourd'hui dans nos démocraties occidentales on les enferme. Quel progrès prodigieux en moins de 200 ans !

Donc, face à ce mal religieux, fruit de la crainte, de la faiblesse et de la connerie réunies, et de cette répression inadmissible, nous devons organiser une riposte : l'athéisme c'est bien, l'anticléricalisme c'est mieux ! Nous devons nous battre contre tout ce qui se présente comme une entrave à la liberté native de l'homme, qu'il s'agisse d'une tyrannie d'ordre religieux, politique ou intellectuel. L'anticléricalisme s'inscrit bien (comme l'anti-autoritarisme politique) dans cette lutte contre l'aliénation et pour la liberté.

Yann BARTE (Jussieu)

(1) A ce propos, la campagne anti-homos et toxicos menée par l'Eglise et la droite bat son plein ; récemment le « Point » titrait : « S.I.D.A. c'est l'épidémie du siècle ». Devra-t-on un jour enfermer les nouveaux pestiférés ou les exterminer ?

Affaire Darrigol
De l'objection à la répression

VOUS êtes fraîchement incorporé au sein d'un bataillon. On vous corne aux oreilles l'antienne bien connue : honneur, gloire, patrie, etc. Et vous aller battre la campagne, arme au poing, escorté par une horde de brutes. Bien sûr, certains ont une propension à croire qu'il faut s'immiscer dans l'armée, cette grande dévastatrice. Ne serait-ce que pour voir. On peut aussi embrasser un nid de frelons, pour voir.

Mais si vous avez une aversion viscérale pour les concepts et la pratique militaire, les murailles surmontées de miradors, les univers de matricules, si la vue des troupes vous allume les sens, si les immondes équarrissages vous glacent jusqu'à l'effroi, vous direz : autre chose est possible. Dans l'attente d'une apocalypse inaugurée par les négociants d'armes et les brasseurs d'affaires, la résignation n'est pas la seule issue.

Un statut à double tranchant

Avant 1962, bien lourdes étaient les peines infligées aux réfractaires, jusqu'à treize ans de prison. Au péril de sa vie, Louis Lecoin réussit un tour de force en obligeant de Gaulle à adopter un statut pour les objecteurs. Il déclarait en 1958 : « *On sait ce que nous voulons pour les objecteurs de conscience : qu'ils ne franchissent plus les portes d'une maison d'arrêt, et pour cela qu'un statut les protège à jamais de tout emprisonnement, de tout encasernement.* ». Mais entre la volonté de Lecoin et la loi relative à l'objection de conscience, il y aura un abîme sans fond.

Depuis vingt-quatre ans, les objecteurs sont ainsi confrontés à cette loi bâtarde et restrictive, mais qui les épargne de la réclusion pendant quelque temps. C'est un dilemne cornélien : sans statut, il faut choisir entre la prison et la clandestinité, ce qui revient à jouer un rôle dans le « martyre des anges noirs ». Avec le statut d'objecteur, l'Etat impose un service dit civil, cependant destiné « *à répondre aux autres besoins de la Défense* » (loi n°83-605 du 8 juillet 1983). Voici donc un statut flanqué de deux années au service de qui ?

C'est vraiment prendre les antimilitaristes pour des larves. Les faire besogner pendant deux ans à titre gracieux loin des bruits de bottes, mais en les tenant sous le joug du Code de justice militaire. Voilà une formule efficace pour apprivoiser et tenir en laisse le pacifiste moyen. Pendant ce temps-là, les cadres militaires et les marchands de missiles plastronnent, en toute impudeur, devant les monuments aux morts et, dans les écoles, les enfants apprennent à beugler *La Marseillaise*.

Le service civil est une servitude climatisée. Loin des rigueurs et des humiliations mijotées dans les casernes, l'objecteur peut vaquer à de délicates activités. Mais dès lors, ne parlons plus d'antimilitarisme. Et puis, il faut savoir qu'un poste accordé à un objecteur, c'est un emploi en moins pour un salarié qui aurait, lui, le droit de se syndiquer ou de faire grève. Nous sommes donc en pleine féodalité vis-à-vis de l'institution militaire. Avec ou sans uniforme, le citoyen reste corvéable à merci. En dépit des droits de l'homme, hors de la servilité et des attitudes rampantes, ils n'y aurait pas de salut possible.

Jugement à très grande vitesse !

Les quelques considérations qui précèdent m'on amené à m'insoumettre au service civil. Après deux ans d'insoumission, en toute impunité, la justice républicaine organisait le 28 novembre dernier à Poitiers une petite cérémonie en mon honneur. Au menu : « insoumission en temps de paix ». Je décidai de ne pas m'y rendre. Le renvoi du procès, demandé par mon avocat, a été refusé au dernier moment. Le procès, sans avocat et sans accusé, a été expédié, on s'en doute, avec une célérité fulgurante. Et boum, un an ferme. On ne badine pas avec la loi. Immédiatement, j'ai fait opposition au jugement rendu par défaut. Donc, retour à la case départ. Le second round aura lieu vendredi 23 janvier, à 9 heures, au Tribunal correctionnel de Poitiers. A suivre.

Noël Darrigol

Un comité de soutien à Noël Darrigol s'est formé à Poitiers. Nous donnerons de plus amples informations dans un prochain « Monde libertaire ». Adresse du comité : 6, rue des Flageolles, 86000 Poitiers.

Librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Procès de Frédéric Arenou

C'EST accompagné d'une trentaine de camarades venus témoigner leur solidarité que comparaissait Frédéric Arenou, objecteur insoumis (1), devant la 10e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, ce 11 décembre. C'était sa deuxième apparition dans cette salle ; le 29 mai dernier, le président avait renvoyé le Parquet « *à mieux se pourvoir* » pour des vices de forme dans la citation d'huissier (voir M.L. n°623).

Frédéric avait fait le choix difficile de la défense libre (sans avocat) dans ce procès politique où l'atmosphère fut très tendue. Quelques incidents ont eu lieu au cours de cette audience. D'entrée de jeu, Frédéric déposa des conclusions sur la forme, signalant des vices de forme dans sa citation et le non-accès à son dossier. Ensuite, il nous a expliqué ses convictions antimilitaristes et anti-autoritaires qui l'ont poussé à devenir un réfractaire à tout service militaire ou civil. Les deux témoins diront essentiellement la même chose. « *Le service civil est un moyen de soumettre la jeunesse (...). L'insoumission est quotidienne...* », développera Philippe Aizpurua, également réfractaire à l'armée.

Pour le procureur, la procédure fut régulière, estimant que « *Frédéric Arenou, vous êtes un homme de refus, mais ne voulait pas assumer les inconvénients (les rigueurs de la loi) de votre acte...* » ; il cita à l'occasion les Témoins de Jéhovah qui vont jusqu'au bout (sic). Au passage, il fustigea également les pacifistes, par cette phrase de Mitterrand : « *Les missiles sont à l'Est, les pacifistes à l'Ouest* ». Les réactions dans la salle ne se firent pas attendre et trois personnes furent expulsées sans ménagement par les forces de l'ordre.

A peine perturbé par ces incidents, le procureur demanda un an ferme, retirant le mandat de dépôt qu'il voulait imposer aux juges en arguant de l'absence d'avocat pour Frédéric. Les réponses de Frédéric à ce magistrat furent excellentes et bien argumentées au niveau judiciaire et politique. Il demanda la relaxe pour vice de forme. Les juges décidèrent de remettre leur jugement au 15 janvier 1987. A suivre donc !

Eric HÉBERT

(1) Comité de soutien à Frédéric Arenou, C.A.I.O., c/o C.L.O., B.P. 103, 75522 Paris. Répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

Les assassins de l'ordre

POUR faire face à la révolte des étudiants et des lycéens, les gouvernants ont ouvert le dialogue. A bout portant. Dans la gueule ouverte de tous ces jeunes qu'une presse de merde et de sang nous présente comme la « chienlit » de 1986.

Sur ordre, les flics ont tiré. Ils ont frappé et blessé des dizaines de jeunes dont le seul crime est de vouloir dire non à ce présent et à cet avenir infects qu'on leur réserve, ce monde d'injustice, de répression, de haine et de racisme. Cette société élaborée au fond des cabinets (ministériels) par des monstres politiciens à deux têtes, énarques cohabitationistes, paillassons de l'Etat, si bien soutenus par la meute de ceux qui sont arrivés en marchant sur les autres, les Herr Sang, les July, les Tapie, les Glucksman ou les Pauwels, tous les valets du pouvoir, ascenseurs des Le Pen et des Pasqua. Ce pouvoir bien gardé par toutes les forces de l'ordre (presse, flics, juges, prisons armée ou partis).

Parce que l'Etat est souverain et que le pouvoir n'a pas être dans la rue, Malik Oussekine est mort. Il était arabe, jeune et révolté. Circonstances suffisamment atténuantes pour les matraques de ceux qui peuvent assassiner en toute impunité. Le C.R.S. Burgos, assassin en juillet dernier d'un jeune homme, en sait quelque chose puisque aujourd'hui il est libre.

Faudra-t-il qu'un individu reste encore une fois sur le trottoir pour que l'on comprenne enfin que l'Etat assassine ? Malik est mort... en pleine crise d'adolescence, nous dirons bientôt ceux qui conditionne l'opinion publique et, cyniquement, ils invoqueront la banale bavure policière.

Monsieur Pasqua va pouvoir continuer à dénoncer les provocations des groupes gauchistes et anarchistes, les « casseurs » dit-il, lui l'ancien responsable du S.A.C., ce repère de tueurs. Tout le monde a vu la violence des charges des chiens policiers de l'Etat. Et les caméras de la télévision nous ont montré un officier des C.R.S. ouvrir le passage aux voyous casqués et armés du G.U.D., un groupuscule d'extrême droite, qui profitaient de ces manifestations pour aller à la chasse à l'Arabe ou au communiste.

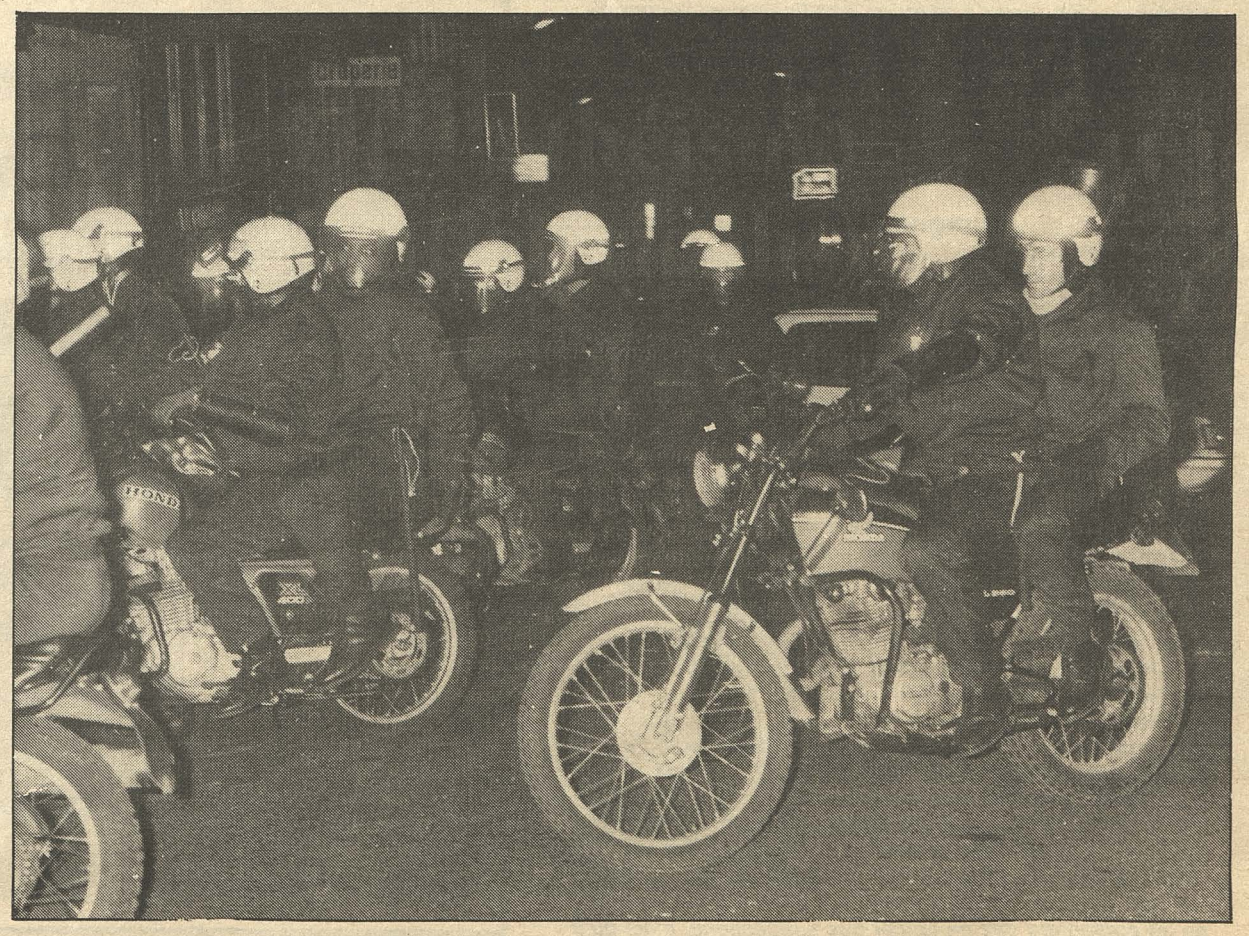
Ceux-là même qui envoient leurs chiens sur des jeunes révoltés nous parlent de liberté et de démocratie. Eux qui expulsent les immigrés et les réfugiés politiques, matraquent les jeunes, remplissent les prisons et les agences de l'A.N.P.E., bâillonnent les individus et les libertés.

Messieurs Chirac et Pasqua sont démocrates. Ils tiennent leur pouvoir de la décision des urnes. Botha, Duvallier, Bokassa, Reagan et Gorbatchev, eux aussi, parlent de démocratie et de liberté.

D'autres, comme Malik, sont morts parce que le pouvoir est tout puissant et qu'en fin de compte la raison d'Etat l'emporte toujours sur la volonté des individus. Fernando Pereira, Pierre Goldman, Jacques Mesrine, Eloi Machoro et Robert Boulin ont cru que l'on pouvait impunément marcher, un tant soit peu, en dehors de la route à suivre.

Les assassins de l'ordre sont parmi nous et il faudra tout l'enthousiasme et toute la volonté d'un peuple pour que cesse à jamais ce quotidien de répression qu'on nous impose.

DIOGÈNE



Sidatorium

ÇA y est, un de nos spécialistes et pas des moindres, le professeur Le Pen, vient de découvrir un vaccin contre le S.I.D.A. Le « sidatorium », dérivé de la haine et de la connerie, serait efficace à 100%. Vaccin présenté devant l'Assemblée nationale, il s'agirait de vastes établissements où les malades se retrouveraient isolés du reste de la population (copie conforme des mourroirs de sœur Thérésa en Inde, pour les lépreux) avec, en prime, l'extrême-onction de la main de M. Le Pen.

Nos politicards de tout poil ne manquent pas d'idées en cette fin d'année 1986 : après les prisons de Robert Chalandon pour les drogués, voici les sidatoriums aux couleurs du Front national. S'étant attaqué à des minorités (Haïtiens, homosexuels, toxicomanes), c'est maintenant l'ensemble de la population qui serait visé par un tel projet. Le financement resterait, quant à lui, à définir mais il est fort probable que celui-ci pourrait en intéresser plus d'un. Après le bras d'honneur de Jean-Marie aux étudiants, voici le pied de nez aux malades. A quand les établissements pour la vermine de son espèce.

JEAN-PIERRE

ISRAËL

Une répression pour deux révoltes

LES violences se succèdent, depuis le 29 novembre dernier, dans les territoires occupés de Cisjordanie. Lors de l'anniversaire du vote des Nations Unies concernant le partage de la Palestine, des affrontements ont éclaté entre étudiants palestiniens et soldats israéliens. Bilan : quatre morts, dont un enfant de douze ans, du côté palestinien. Les Israéliens, eux, se divisent sur la notion de « démocratie ».

Mort pour avoir baissé la tête

De fait, la question est de taille : comment se prétendre démocrate tout en refusant au peuple palestinien tout droit à la parole, voire à l'existence ? Face à la violence meurtrière, aux mensonges, aux démentis piteux du gouvernement israélien, des étudiants juifs ont organisé des meetings de protestation qui ont, une fois de plus, dégénérés en bataille rangées. Mais la tendance anti-annexioniste semble se renforcer.

Les premiers affrontements israélo-palestiniens ont donné lieu à de superbes leçons de démocratie : tout d'abord, les soldats israéliens étaient chargés de disperser les manifestants en tirant en l'air, voire dans les jambes au cas où les affrontements deviendraient trop violents. C'est ainsi que deux étudiants palestiniens, âgés de 22 ans, Saeb el Dahab et Abou Salima, ont été mortellement blessés. Comment éviter les émeutes après ces deux meurtres ? L'armée israélienne a trouvé une méthode inédite : séquestrer les deux cadavres jusqu'à ce que les manifestants se soient dispersés, puis rendre les corps aux familles à condition que l'enterrement se déroule de nuit et en toute intimité. Subtil dosage de cynisme et d'idiotie, la méthode échoue et les émeutes reprennent de plus belle. Le 8 décembre, les soldats israéliens tuent à nouveau : cette fois, il s'agit d'un jeune Palestinien de Jérusalem et de Abou Zeitun, douze ans, réfugié d'un des camps de Naplouse.

La mort de l'enfant a provoqué une certaine indignation en Israël, malgré les démentis de l'armée, reconnaissant qu'Abou était bien mort d'une balle dans la tête, mais affirmant que cette balle n'avait pas été tirée par les soldats israéliens. Le gouvernement a tenté de calmer le jeu, acceptant l'ouverture d'une enquête sur la mort de l'enfant et rappellant que les consignes des soldats étaient de tirer en l'air, et non en pleine tête.

Division pour une occupation

Il semble inutile d'épiloguer longtemps sur ce débat. Les étudiants juifs qui, dans toutes les universités du pays, ont déclenché des grèves avec occupations des lieux et meetings de protestations, semblent avoir enfin compris que la question n'était pas là. Vingt ans d'annexion semblent suffisants pour démontrer qu'aucun Etat ne peut coloniser un peuple et nier jusqu'à son existence sans user constamment, avec plus ou moins de discrétion, d'une énorme violence. C'est donc l'annexion en elle même que les étudiants juifs ont remis en question.

Les débats n'ont pas duré très longtemps. Les « gauchistes » ont été immédiatement attaqués par les intégristes, les deux camps étant ensuite démocratiquement séparés par les grenades lacrymogènes de l'armée. Les campus des universités ont été provisoirement fermés. Mais les dirigeants israéliens ne sont pas assez naïfs pour imaginer l'incident clos.

La division du pays constitue sans doute la menace que le gouvernement craint le plus. Or, la mort d'un enfant, des étudiants violemment réduits au silence, une presse nationale qui exige des explications de l'armée et qui écrit : « *l'occupation israélienne n'est pas plus acceptée par les Arabes aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1967. Il ne faut pas se faire d'illusion : le nœud du problème, c'est l'occupation elle même* », tous ces facteurs de polémique nationale font craindre au gouvernement la rupture tant redoutée entre deux parties de la population : celle qui ne conçoit que la répression aveugle pour mater les Palestiniens et celle qui, ne se contentant pas de débats larmoyants sur la démocratie, semble prête à lutter pour mettre fin à la dictature d'Israël sur les territoires occupés.

PASCALE

RÉVOLTE ESTUDIANTINE

Les échos en Europe

ETUDIANTS de tous les pays unissez-vous ! On n'y est pas encore, mais les événements des semaines passées à Paris n'ont laissé ni les médias ni les étudiants européens indifférents. La presse étrangère, tout d'abord, a accordé une large place aux manifestations parisiennes et a unanimement condamné l'attitude à la fois brutale, stupide et incohérente du gouvernement français.

Grande-Bretagne et Allemagne

Le très conservateur *Times* anglais affirme « *La faiblesse de ce soi-disant homme fort a éclaté aux yeux de ses propres électeurs* », tandis que *News Week*, pas vraiment révolutionnaire lui non plus, évoque en termes très durs les reculades de Chirac. Ceci dit, l'hebdomadaire se félicite de voir que « *contrairement à 1968, les étudiants français ont évité d'élargir la contestation et l'ont limité à leurs propres intérêts* ».

Même son de cloche dans la presse allemande : « *La révolte étudiante est la plus grande défaite que Chirac ait dû essuyer depuis son entrée en fonction (...). Le gouvernement a cédé à la rue de la façon la plus maladroite possible : d'abord il ne devait y avoir aucune concession, puis il y en eut des moitiés, jusqu'à ce qu'on jette finalement l'éponge* », écrit aimablement le *Süddeutsche Zeitung*. Il est à noter que la presse étrangère est d'autant plus virulente qu'elle est « libérale », sans doute parce que, contrairement à la droite française, elle n'est pas tenue au soutien inconditionnel de Chirac. Il semble bien que le Premier ministre ait, en prime, terni sérieusement son image de marque à l'étranger.

Espagne et Italie

En Espagne, *El Pais* suit minutieusement les événements français, d'autant que la situation des étudiants espagnols est elle aussi préoccupante : le 4 décembre dernier, tandis qu'un millions d'étudiants français encaissaient les grenades lacrymos de Pasqua, 20 000 étudiants espagnols manifestaient contre « *le caractère de plus en plus élitiste* » de l'université. De violents affrontements ont eu lieu, entre étudiants et policiers tout d'abord, puis entre les manifestants et des « commandos » d'extrême droite. Si la situation espagnole n'a pas pris la même ampleur qu'en France, *El Pais* n'en écrit pas moins : « *Il n'est pas fréquent de voir un gouvernement annuler son projet sous la pression de la rue. Ce qui s'est passé en France doit servir de leçon au cabinet Gonzalez* ».

En Italie, où les étudiants français ont rencontré le plus de solidarité, la *Stampa* publie, dans son numéro du 10 décembre, une interview du ministre de l'Intérieur Scalfaro, qui tient un discours aussi hypocrite — et inquiet — que nos propres gouvernants : « *La violence est toujours très contagieuse, surtout parmi les jeunes qui n'ont pas encore la maturité suffisante pour discerner les forces externes qui interviennent parfois pour s'infiltrer ou spéculer sur les manifestations* ». Quant au soutien du parti communiste aux étudiants, le ministre de l'Intérieur semble beaucoup compter sur son pouvoir... démobilisateur : « *J'espère que le P.C.I. ne se contentera pas de lancer des suggestions, mais qu'il saura aussi les contrôler et en répondre. Le plus important n'est pas de se mettre immédiatement aux côtés des manifestants, pour reconquérir la sympathie et un nouveau thème de bataille politique* ».

Espérons que les étudiants italiens ne tomberont pas dans le piège grossier des partis politiques « amis ». Mais les centaines de jeunes qui ont défilé, devant la Scala de Milan, pour affirmer leur solidarité aux étudiants français sur le thème « *Les bourgeois assassins paieront cher, ils paieront tout* » semblent plus disposés à contacter directement les étudiants français qu'à jouer les roues de secours du P.C.I.

Solidarité étudiante

Les étudiants italiens ne sont pas les seuls à avoir manifesté leur solidarité aux Français. A Frankfort, quelques centaines de militants allemands ont protesté contre la mort de Malik Oussekine. Parmi eux, les célèbres « *Chaoten* » en ont profité pour casser des dizaines de vitrines.

Lors de la manifestation de deuil du 10 décembre, des délégations allemandes, italiennes, anglaises, grecques, espagnoles sont venues réaffirmer leur soutien aux étudiants français. La coordination nationale compte envoyer des étudiants français dans différents pays dans le courant du mois.

La révolte allumée à Paris peut-elle s'étendre à toute l'Europe ? C'est pour l'instant peu probable. Mais les sujets de mécontentement ne manquent pas pour la jeunesse européenne : l'Espagne connaît elle aussi une crise universitaire. En Italie, les étudiants affirment voir à Paris « *des signes qui nous renvoie notre propre révolte* ». En R.F.A., le mécontentement est surtout axé sur des questions d'environnement, mais les militants ont depuis longtemps prouvé leur capacité à se mobiliser en force, et pour longtemps. Enfin, la jeunesse anglaise minée par le chômage semble couver un immense ras le bol du thatchérisme. Tout compte fait, les événements de décembre à Paris ne sont peut-être qu'un premier coup de semonce.

PASCALE

R.F.A.

Journées libertaires de Francfort

CET été, l'idée de mettre sur pied une rencontre qui regrouperait les libertaires de la République fédérale allemande a été lancée. Ces Journées libertaires auront lieu à Francfort à Pâques (du 16 au 20 avril). Le but de cette rencontre est d'établir des contacts entre les différents groupes libertaires et de susciter des discussions afin d'établir et de publier une position commune du mouvement libertaire en R.F.A.

Un premier tour d'horizon a permis de constater qu'il y avait déjà beaucoup d'intérêt pour une telle rencontre. De nombreuses réactions, ainsi que de nombreux thèmes intéressants de discussion, ont émergé de ces premiers contacts. Des salles ont été louées à la *Fachhochschule* sur la Nibelungenplatz à Francfort. Tous ceux qui sont intéressés par une participation à ces Journées libertaires sont invités à nous en faire part le plus vite possible (1).

Plusieurs thèmes ont déjà été proposés et des groupes de travail ont été formés sur les thèmes suivants : perspectives des mouvements sociaux (2 groupes) ; médias (journaux anarchistes) ; économie et organisation ; Premier Mai ; contribution du groupe autonome des femmes ; les moyens de répression des flics : exemple de l'Irlande du Nord, balles de caoutchouc, etc., et les premiers soins dans les manifs (petits cours pour les personnes intéressées).

Autres thèmes proposés : recensement de 1987 ; taule, travaux des incarcérés, travail avec les incarcérés ; anarcho-féminisme ; pédagogie libertaire ; les luttes actuelles en R.F.A. ; les luttes économiques (par exemple : la semaine de 35 h) ; anarcho-syndicalisme. Thèmes internationaux : situation en Espagne, Grèce, Europe de l'Est, Iraq-Iran, Japon.

De plus, il y aura des groupes culturels, une troupe de théâtre, des vidéos, bouffe communautaire et on s'occupera aussi des « petits anarchos » (enfants). L'hébergement sera pris en charge pour les organisateurs et pour ceux qui participent à l'organisation. Pour les autres, une liste d'adresses d'hébergement à bon marché à Francfort et dans sa région a été établie. Celle-ci est disponible aux contacts indiqués ci-dessous.

Il y aura évidemment une grande fête, samedi 18 avril. Pour tous ceux qui voudront mettre en pratique les discussions de la fin de la semaine, il y aura dimanche une occasion à ne pas rater... Pour le contenu et l'organisation de ces Journées libertaires, une rencontre a eu lieu les 13 et 14 décembre à Francfort.

Relations internationales

(1) « Libertäge Tage », c/o Libertäres Zentrum, Kriegkstraße 38, 6000 Frankfurt/Main, R.F.A. ; et « Libertäre Tage », c/o F.A.U., Libertäres Zentrum , Kriegkstraße 38, 6000 Frankfurt/Main, R.F.A. (tél. : 069.7381152).

POLOGNE-GRÈCE

Bonnes nouvelles !

IL est des bonnes nouvelles qui prouvent que la lutte et la détermination débouchent sur des victoires dont il faut exploiter l'importance. Ainsi, « Les amis de Robert et Tomek » (1) nous font savoir que Robert Chechlacz a obtenu 10 ans de remise de peine et Tomasz Lupanow 4 ans. Ce qui devrait permettre à Tomasz de sortir au printemps prochain et à Robert dans environ 4 ans. C'est encore bien long. Toute la solidarité reste indispensable.

Le *Monde libertaire* n°640 vous avait parlé de K. Petrou et P. Lialiaris, détenus à la suite de leur prétendue participation à l'explosion d'une voiture de flics le 7 juin 1986 lors de l'occupation de l'université. Le gouvernement grec relâche petit à petit tous ceux qui avaient participé aux protestations antinucléaires de mai dernier et avaient été arrêtés à la suite d'une vague de répression policière impitoyable. C'est donc sous caution de 100 000 drachmes que Petrou et Lialiaris sont sortis de prison. Là encore, les manifestations de soutien ont joué un rôle sensible dans cette décision des autorités grecques.

Relations internationales

(1) « Les amis de Robert et Tomek », B.P. 4, 93301 Aubervilliers cedex.

ON SOUSCRIT... ON S'ABONNE...
AU *MONDE LIBERTAIRE HEBDO*

POLOGNE

Il y a 5 ans, la république autogestionnaire étranglée...

IL y a cinq ans, le général Jaruzelski étouffait le syndicat Solidarnösc en proclamant le 13 décembre 1980 la loi martiale et l'état de guerre. Mouvement social de grande ampleur, Solidarnösc avait soulevé dans les pays du bloc soviétique comme un peu partout en Europe occidentale de formidables espoirs et, par son exemple, aida à lancer de nouveaux objectifs de lutte et à créer une nouvelle dynamique au sein des mouvements ouvriers européens.

Par ses capacités d'auto-organisation, avec ses pratiques de démocratie directe, son refus des structures parasites préexistantes (partis, syndicats, etc.), Solidarnösc se battait pour tout autre chose que l'affirmation d'une simple structure syndicale. L'action collective éveilla et développa ce que nous pourrions appeler des valeurs sociales dont l'importance et la « radicalité » furent clairement exposées dans le programme adopté par cent délégués lors de son premier congrès national en octobre 1981.

Les tentatives récentes de normalisation et d'institutionalisation engagées par le gouvernement Jaruzelski (libérations « exemplaires » de militants syndicaux) n'abusent pas Solidarnösc qui, toujours dans l'illégalité, décida par exemple de constituer un conseil clandestin composé des sept membres les plus connus, comme Z. Bujak, B. Borusewicz, W. Frazyniuk, T. Jedynak ou encore B. Lis.

La chronologie des événements que nous empruntons au collectif national « Solidarité avec Solidarnösc », publié dans un supplément à *L'Alternative* n°14, rend compte de ce que fut le cycle des luttes avant ce 13 décembre 1980, en passant par les grèves généralisées d'août-septembre comme par la peur de l'appareil du parti d'un débordement qui, par la détermination qui aurait pu l'entraîner, ressembla par de multiples façons aux soulèvements de Prague (1968) ou Budapest (1956).

Relations internationales

Repères

23 octobre. Le gouvernement expédie à travers toute la Pologne « *des détachements de l'armée* » qui doivent informer « *directement de tous les phénomènes négatifs* ». Ces « *groupes opérationnels régionaux* » quadrillent le pays et interviennent pour régler des litiges locaux. Entre temps, le pouvoir reprend une virulente campagne contre Solidarnösc.

28 octobre. Une grève générale d'avertissement d'une heure a lieu dans toute la Pologne : le syndicat veut que cesse la répression et les attentats contre ses militants et veut obtenir l'instauration d'un « *contrôle social* » sur la gestion de l'économie nationale.

Le comité central apporte des retouches mineures aux organes dirigeants du parti : le vice-ministre de la Défense, le général Siwicki, devient membre suppléant du Bureau politique.

30 et 31 octobre. La Diète appelle à l'arrêt de toutes les grèves : le général Jaruzelski a dû renoncer à obtenir des députés une loi anti-grèves. Il fait entrer dans son gouvernement plusieurs techniciens.

3 novembre. Réunion mouvementée à Gdansk de la Commission nationale de Solidarnösc. L. Walesa, qui a rencontré la veille le primat de Pologne, Mgr Glemp, ramène le calme en disant qu'il devrait bientôt « *rencontrer le primat et le général* » Jaruzelski.

4 novembre. Durant la rencontre Walesa-Glemp-Jaruzelski, on évoque les moyens de faire baisser la tension ; mais le syndicat indépendant réclame surtout la mise en place d'un conseil social pour l'économie et veut, avec l'Eglise, arracher au pouvoir une réelle démocratisation du pays, alors que le Premier secrétaire tente d'obtenir simplement la caution du syndicat et de l'Eglise.

10 novembre. La Pologne demande à adhérer au Fonds monétaire international.

11 novembre. Des dizaines de milliers de manifestants célèbrent l'anniversaire de l'indépendance retrouvée en 1918.

13 novembre. La *Pravda* invite les communistes polonais à revenir à la pureté idéologique.

18 novembre. Il faut dix heures de marchandages au pouvoir et à Solidarnösc pour mettre au point leur procédure de négociation sur « *le conseil d'entente nationale* ».

22 novembre. Le gouvernement met fin au quadrillage militaire du pays par les brigades spéciales. Le même jour, la police fait une descente au domicile de Jacek Kuron.

24 novembre. Le maréchal Koulikov, commandant en chef des forces armées du pacte de Varsovie, est reçu par le général Jaruzelski.

28 novembre. Pour les *Izvestia*, « *la contre-révolution aspire au pouvoir* » en Pologne.

27-28 novembre. Durcissement de ton au Plénum du parti : le général Jaruzelski annonce que le « *gouvernement fait obligation au Parlement d'entamer les procédures législatives* » permettant d'aboutir à une suspension provisoire par la Diète du droit de grève. En fait, il veut obtenir une loi donnant les « pleins pouvoirs » à son gouvernement et le vote par la Diète d'une loi « *sur les mesures extraordinaires dans l'intérêt de la protection des citoyens et de l'Etat* ».

2 décembre. Les forces de l'ordre font évacuer l'école des officiers de pompiers à Varsovie, occupée depuis le 18 novembre par les élèves qui demandaient que l'établissement, qui dépend du ministère de l'Intérieur, soit rattaché à celui de l'enseignement supérieur. L. Walesa décrète alors « *une alerte immédiate à la grève dans toutes les sections* » du syndicat. En conclusion de deux semaines de négociations avec le pouvoir, le président de Solidarnösc déclare : « *On ne peut pas reculer car nous n'avons pas à reculer.* »

3 décembre. Réunion à huis clos à Radom du présidium de Solidarnösc avec les présidents des organisations régionales du syndicat.

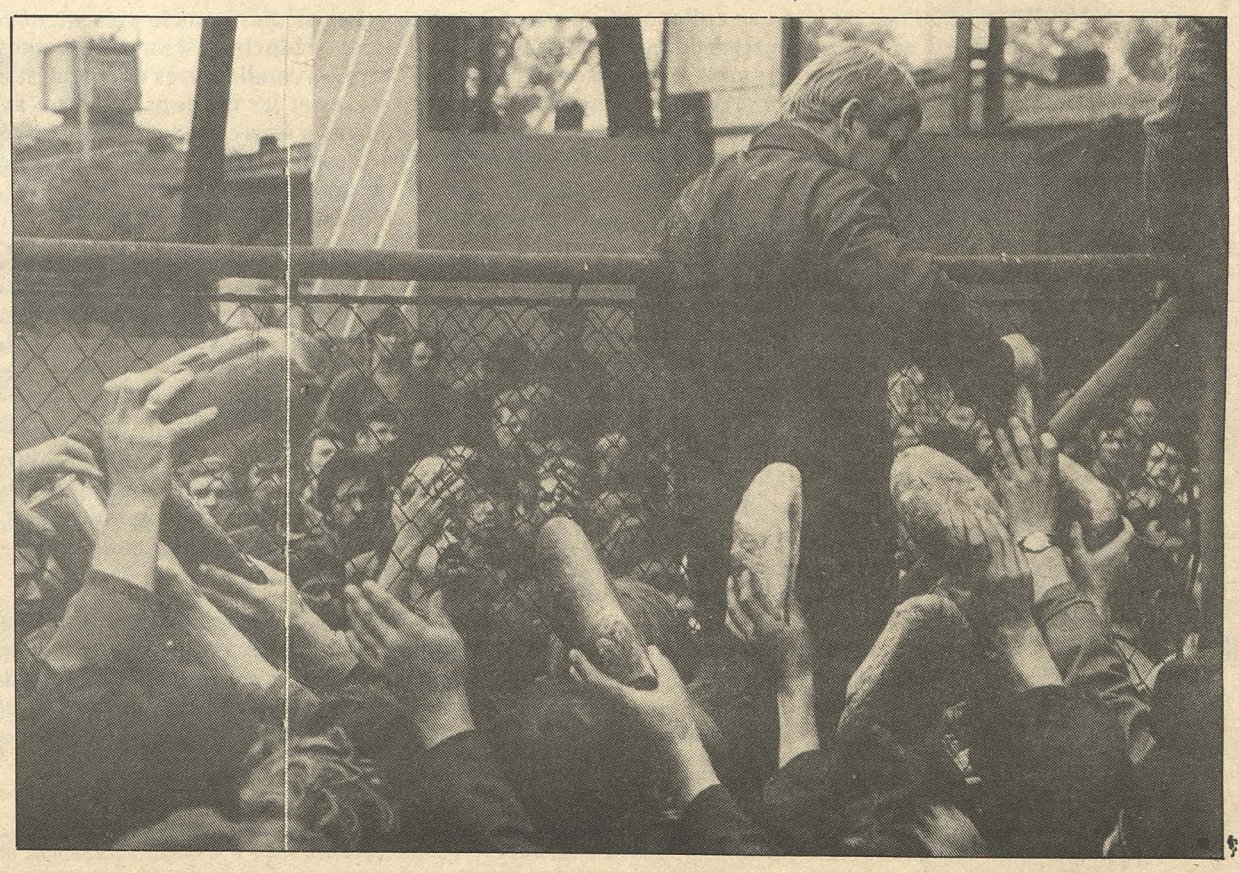
7 décembre. La radio polonaise diffuse un enregistrement fait clandestinement à la réunion de Radom et extrait de leur contexte des déclarations de L. Walesa sur le thème : « *Aucun changement de système ne peut se faire sans casse. L'essentiel est d'être vainqueur.* »

Le primat, dans une lettre adressée à tous les parlementaires, leur demande de ne pas adopter le projet de loi d'exception ; dans deux autres missives, il invite Jaruzelski et Walesa à la pondération. Une quatrième lettre, ouverte, demande aux étudiants de cesser leur grève. La Diète revoie *sine die* l'examen du projet de loi d'exception.

11 décembre. L'agence soviétique Tass accuse Solidarnösc de préparer le « *renversement du pouvoir* ». A la demande des autorités polonaises, M. Pierre Mauroy ajourne la visite qu'il devait faire en Pologne les 17 et 18 décembre.

La commission nationale de Solidarnösc entame une session de quarante-huit heures à Gdansk.

13 décembre. Le général Jaruzelski proclame la loi martiale et l'état de guerre.



FORUM-DÉBAT

Rencontre avec René Dumont

C'est autour du thème « Développement économique de l'Afrique » que la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, vous propose de nous rencontrer samedi 20 décembre, à partir de 16 h. Ce débat sera précédé de l'émission « Forum », de 11 h 30 à 12 h 30, sur Radio-Libertaire Paris (89.4 MHz).
Notre invité sera René Dumont, à propos de son livre « Pour l'Afrique, j'accuse ».
Il est également l'auteur (entre autres) de « L'utopie ou la mort » et de « L'Afrique noire est mal partie ».
L'équipe d'animation

Drame en « black and white »

C'EST un fait, après avoir été longtemps tue, ignorée et mythifiée, l'Afrique étranglée, affamée, désertifiée, qui saigne, qui râle, puis agonise, nous saute aujourd'hui largement à la gueule. La désertification, les guerres, l'effondrement économique, l'endettement, la démographie galopante... ne cessent de nous renvoyer, par le prisme des grands médias, l'image d'un continent à la dérive.

Qu'on ne s'y trompe cependant pas, les gros plans sur le drame africain, le choc des images, la misère en direct... s'accompagnent rarement de commentaires permettant par delà le simple constat de mettre en lumière les causes du phénomène. Quand on nous parle de l'Afrique, c'est toujours le temps d'un rallye, d'une campagne de charité, d'un sursaut de mauvaise conscience ou d'un scoop matiné d'exotisme de Prisunic. C'est toujours en banalisant l'horreur. En l'enfermant dans le Q.H.S. des faits divers. Et on se garde bien de nous dire pourquoi il en est ainsi.

Or, si l'Afrique en est aujourd'hui là où elle en est, cela n'est nullement un hasard. Son insertion, orchestrée par les grands pays industrialisés, dans une division internationale du travail et de la production ; sa fonction de pourvoyeuse de matières premières destinées aux économies occidentales... la marquent au fer rouge de la dépendance, de l'exploitation et du désastre. La famine, en effet, résulte pour l'essentiel de la disparition de l'économie de subsistance et de l'apparition d'une économie tournée toute entière vers l'exportation en direction de pays industrialisés faisant la loi au niveau du marché international. De même, l'érosion des sols et le cataclysme écologique qui s'annonce plongent tout entier leurs racines dans l'aberration d'un modèle agricole occidental complètement inadapté à l'écosystème africain.

Là se situe l'être profond de l'exploitation du drame actuel de l'Afrique et il est aisé de comprendre pourquoi nos médias ne s'y aventurent que rarement. Le désastre présent, c'est en effet nous qui le produisons.

Proposer, proposer encore proposer toujours...

Les solutions au problème africain, les solutions qui tournent le dos à une charité qui ne résoud rien et qui s'attaquent aux causes du mal, on les connaît depuis longtemps. Elles passent par le retour à l'économie de subsistance, à une agriculture adaptée à l'écosystème et par un contrôle de la démographie. Mais ces solutions se heurtent à l'obstacle de la dépendance économique et financière de l'Afrique et au cancer de l'impérialisme culturel occidental qui fait des « élites » africaines des inadaptées chroniques à leur propre réalité économique, politique et sociale, et des parasites chromosomiques.

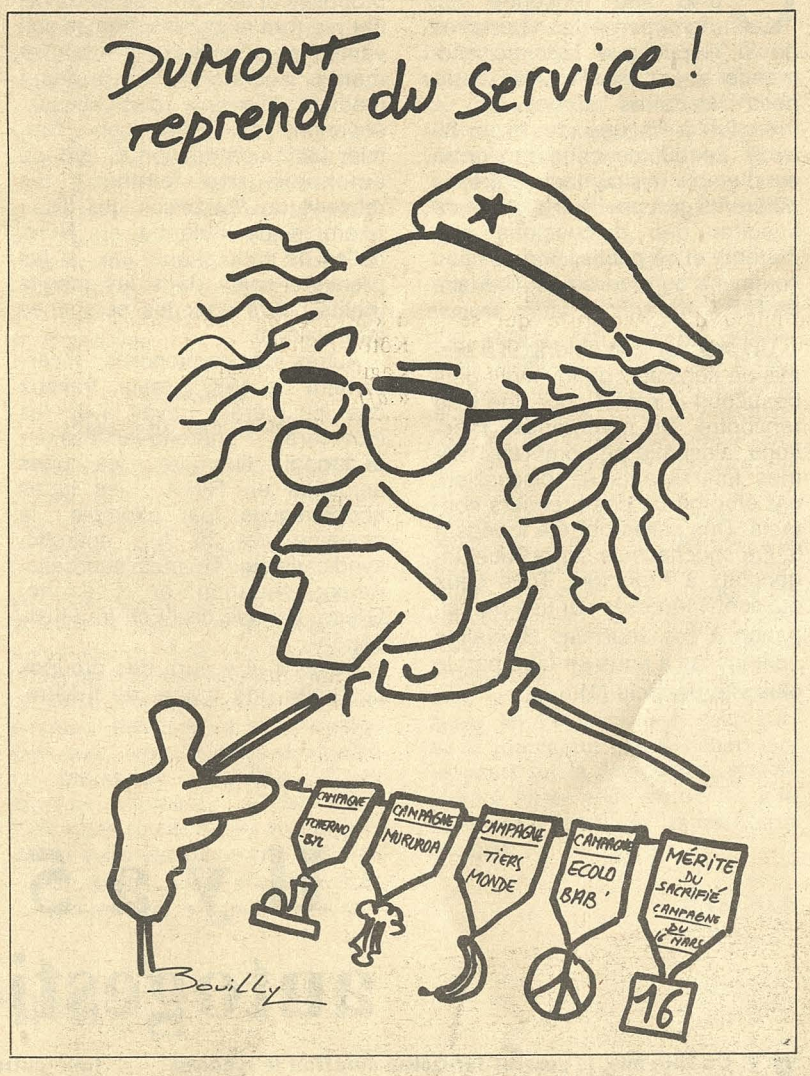
Dans ces conditions, qui sont celles de la logique même du système capitaliste à l'échelle internationale, la déconnexion de l'Afrique de l'actuelle division internationale du travail et de la production ne se fera pas en douceur. Les pays occidentaux ne feront pas cadeau de leurs créances, le F.M.I. et la Banque mondiale ne desserreront pas leur étreinte comme ça et l'émergence d'un modèle culturel, politique, économique et social ne se fera pas sans passer sur le cadavre des « élites » actuelles.

Alors, proposer, proposer... sans doute ! Mais ne pas insérer ces propositions dans une action leur permettant de voir le jour serait de peu d'utilité ! Et là, nous avons peut-être un rôle à jouer.

Agir !

La mise en œuvre de solutions permettant de sortir l'Afrique de la spirale du désastre dans laquelle elle s'enfonce actuellement dépend, c'est évident, de la capacité des peuples africains à prendre leur destin en main et à se forger les outils économiques, politiques, sociaux et culturels de leur autonomie. Mais elle dépend également de notre propre capacité à mettre bas le système de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme qui sévit chez nous.

La résolution du problème de la dette, la réorientation en douceur des économies africaines n'ont en effet pas l'ombre d'une chance de voir le jour tant que le capitalisme sera dominant en Occident. Cela il faut le savoir. Comme il faut savoir que la solution à la misère actuelle de nos frères africains passera par une restructuration de nos modes de vie et de consommation et, de toute évidence, par une certaine baisse (au niveau global s'entend) de notre niveau de vie.



Comme on le voit, la problématique africaine concerne tout à la fois l'Afrique et l'Occident. C'est une problématique en noir et blanc qui s'inscrit dans le cadre général d'une mutation sociétaire à l'échelle internationale et qui nous oblige par delà la nécessaire aide directe à ces nouveaux damnés de la terre que sont les populations africaines (envois de pompes, transferts de technologies douces, transmission de certains savoirs et savoir-faire...) à nous confronter au plus vite à nos propres bourgeoisies... et peut-être même, à terme, à notre environnement social si nous ne parvenons pas à convaincre les peuples d'Occident de la nécessité de changer leur mode de vie, pour que des centaines de millions d'êtres humains puissent un jour voyager d'allégresse au pays merveilleux d'une vie digne de ce nom. Tout un programme, donc !

J.-M. RAYNAUD

A propos de « Pour l'Afrique, j'accuse »
de René Dumont

POUR l'Afrique, j'accuse **(écrit en collaboration avec Charlotte Paquet) est en quelque sorte le bilan de tous les voyages agronomiques de René Dumont à travers le continent noir. Et une fois de plus, il a réalisé une œuvre de chercheur, passant à la loupe tous les éléments techniques, économiques, sociaux et humains des civilisations agraires. Une vision globale rare à l'heure des partiellisations dans tous les domaines, qui montre la complémentarité des facteurs d'aliénation et d'exploitation.**

Ce livre est un réquisitoire implacable contre les pouvoirs, les institutions, les tabous, tout en restant un cri de révolte et d'espoir. Pour Dumont l'érosion d'un sol n'est pas plus ou moins grave que l'esclavage des femmes et des enfants en Afrique, par exemple. Alors que les marxistes ou les libéraux, chacuns avec leurs méthodes propres, hiérarchisent les problèmes individuels et sociaux, et nous parlent toujours de conditions objectives, de structures qui doivent changer d'abord pour faire évoluer les autres... refrain connu, mais qui ne marche pas.

Bien d'éminents spécialistes critiqueront tel ou tel détail économique, agronomique ou culturel de cet ouvrage, empêtrés qu'ils sont par leurs œillères et la défense de leurs castes d'intellectuels et de la suprématie de leurs analyses.

Cette démarche globaliste des recherches de Dumont en fait pour moi un héritier d'Elisée Reclus, le géographe anarchiste, un des premiers à refuser la séparation entre étude de l'espace « naturel » et étude des sociétés y vivant. René Dumont possède une liberté d'analyse et un sens critique face aux pouvoirs et aux institutions sans lesquels ses travaux d'écologie sociale n'auraient pas leur véracité et leur punch. Sur un autre plan, son écriture me suggère la perpétuelle découverte du monde par les enfants.

Les médias nous le présentent comme le patriarche des écolos. Image réductrice si on se contente d'enfermer l'homme qui, à travers ses candidatures électorales, essaie surtout d'écarter les idées reçues et les illusions, bien qu'ayant à ses côtés des Lalonde et autres à la recherche de notoriété et de pouvoir. R. Dumont ne rentre pas dans le schéma « droite-gauche », qui serait bien confortable dans sa situation professionnelle, et ne donne pas (comme tant d'autres) dans les modes visant à renouveler la philosophie, la droite, la démocratie, la gauche, etc.

Ce réfractaire fut capable d'entrer dans un cabinet ministériel, « antitechnocrate de l'intérieur », comme d'écrire dans un journal pacifiste. Aujourd'hui, il fait postfacer son livre par M. Rocard, ce sinistre de l'extrême centre, et en même temps nous donne un coup de main dans le *Monde libertaire* ou à Radio-Libertaire. Sa lucidité de pragmatique sans renoncements, qui reconnaît ses erreurs, nous montre les difficultés des *révolutions* comme les nécessités des *évolutions* (binôme d'Elisée Reclus). Sur les catastrophes écologiques, il est capable de proposer des mesures draconiennes et immédiates, sans s'enfermer dans les réformes.

Les démarches de cet éternel claqueur de portes font penser au Parti radical italien ou aux alternatifs et « verts » allemands, mouvances qui n'existent pas vraiment en France. René Dumont n'est ni un réformiste ni un révolutionnaire, c'est un homme libre assoiffé de justice en constant mouvement.

Alain CRAPAUD

René Dumont, « Pour l'Afrique, j'accuse », éditions Terre Humaine/Plon, 150 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

NOTE DE LECTURE

La nausée japonaise ou la dérive nihiliste

EST-CE un lent coït de 427 pages qui démarre avec les « Filles de joie » et qui culmine dans un orgasme monstreux, ou est-ce la longue dérive d'une révolte individuelle face au mal de vivre ? Ou bien les deux à la fois ? De toute manière, ce roman de Takami Jun (1) est de ceux qui vous laisse un goût de cendre dans la bouche... Il nous entraîne dans le tourbillon d'un terroriste qui se veut anarchiste et dont le destin individuel reste inséparable du naufrage de la société japonaise d'avant-guerre : élimination de l'anarchisme par le bolchévisme et par l'Etat, répression policière, triomphe du fascisme et de la militarisation, invasion de la Chine (ruée sur la Chine pourrait-on dire, après avoir lu ces pages)...

Vous n'avez pas vécu cette époque ? Moi non plus, mais d'après ce que j'en ai lu par ailleurs et d'après ce que les compagnons japonais peuvent en dire, c'est comme si vous y étiez. Takami Jun s'est appuyé sur des faits historiques fouillés pour mettre en scène toute une faune de personnages : des prostituées, des apprentis terroristes, des activistes forcenés, des trafiquants sans scrupules, des théoriciens désabusés, des militaires exaltés, et pour nous emmener aux quatre coins de l'Asie extrême-orientale.

Il est à regretter que le traducteur, au-delà du mérite qu'il a de nous faire accéder à ce chef d'œuvre, n'ait pas suivi l'écrivain dans son travail de documentation, ce qui lui aurait évité un certain nombre d'erreurs : parler d'« *affaire de subversion* » pour Kôtoku Shûsui (p. 69) alors qu'il s'agit bien entendu de la fameuse « *affaire de hautre trahison* » (1911), de *Serment à la jeunesse* pour Kropotkine (p. 77) au lieu de *l'Appel aux jeunes*, de mentionner simplement Ôsugi Sakae (p. 425, préface) comme « *socialiste* » alors qu'il fut un anarchiste de premier plan... et, plus généralement, de s'obstiner à confondre l'anarchisme avec une quelconque secte gauchiste. Quant à la figure romancée de Kôdô, elle correspond visiblement dans la réalité à Kita Ikki, théoricien passé du socialisme révolutionnaire à l'ultra-nationalisme, et non pas au ministre Shidehara comme le suppose la préface.

Ce *Haut le cœur* (qui devrait être traduit par « *Nausée* » si ce titre n'était pas pris !) nous présente non seulement une phase de l'histoire japonaise mais nous interpelle aussi

de manière sulfureuse sur les rapports qui existent entre la démarche individuelle et le milieu ambiant, sur les passages idéologiques qu'il peut y avoir d'une faction à l'autre quand les problèmes sont mal posés ou sur des questions aussi brûlantes que le terrorisme, l'activisme, le militantisme. Son mélange de pudeur et de crudité froide, de cynisme et d'emportement, de douceur et de brutalité (mais qui ne doit pas nous abuser car la traduction française rend les échanges plus durs qu'ils ne sont en réalité dans la langue japonaise), d'argot et de tendresse, d'introversion et de violence, est à mons sens typique de la culture sinon de la société japonaise.

Ce n'est pas un hasard si, de Kawabata à Mishima, la critique littéraire japonaise l'a salué dans son ensemble. Mishima ne se trompe d'ailleurs pas en jugeant nihiliste la vision de Takami Jun. Le seul problème — qui est de taille, ne serait-ce qu'au Japon lui-même dans la mesure où il subsiste encore chez certains militants —, c'est que le nihilisme ne se confond pas avec l'anarchisme. Albert Camus ne dit pas autre chose avec son *Homme révolté*, à moins d'opposer sa « pensée de midi » à une « pensée du soleil levant ». Mais est-ce possible ?

Philippe PELLETIER

Takami Jun, « Haut le cœur », 1985, Paris, Le calligraphe/Unesco, traduction Marc Mécréant, 427 pp.

Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 18 décembre

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : string bands, pianos, guitares, harmonicas... les instrumentaux dans le blues, bref le blues sans voix !
« Femmes libres » (12 h à 14 h) : May Picqueray, on s'en souvient.
« L'Amarante » (20 h à 22 h 30) : « Supère Noël », les jouets dans les grandes surfaces.
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : diffusion du dernier jour du 1er Festival des musiques mutantes au T.L.P., avec Alan Silva et le Celestrial communication orchestra, Sam Rivers et le Riverboat orchestra...

Vendredi 19 décembre

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : infos et analyses libertaires, actualité et musiques.
« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : suite des carnets de voyage.
« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : l'intelligence artificielle, espoir ou supercherie ?
« L'Invité quotidien » (19 h à 21 h) : la commission informatique de la L.D.H. fera part de ses travaux aux auditeurs de Radio-Libertaire.

Samedi 20 décembre

« Forum » (11 h 30 à 12 h 30) : à propos du développement économique de l'Afrique, avec René Dumont.
« Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : R.A.T.P. et actualité sociale.

Dimanche 21 décembre

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : Noël païen ou Noël chrétien ?
« Folk à lier » (12 h à 14 h) : spécial Malicorne avec Gabriel Yacoub et Michel Le Cam. L'association du Poitou U.P.C.P.
« Liberterre » (14 h 30 à 16 h) : l'arme alimentaire, jusqu'où ira la guerre du blé ?

Lundi 22 décembre

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : les paroles du guérisseur.
« Radio Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : émission animée par la C.N.T.-A.I.T.

Mardi 23 décembre

« Infos du mardi matin » (8 h à 10 h) : réflexions libertaires sur l'actualité...
« Musiques sans frontières » (14 h à 15 h 30) : découverte des musiques du monde entier.
« Chronique syndicale » (18 h 30 à 20 h 30) : en cette fin d'année, les anarcho-syndicalistes de la C.N.T.-A.I.T. font le point sur la législation sociale.

Mercredi 24 décembre

« Musiques sur tous les toits » (10 h à 12 h) : des Noëls que vous ne connaissez pas !
« Causons théâtre » (12 h à 14 h) : quoi de nouveau pour 1987 ?
« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : les problèmes d'un jeune médecin qui s'installe.

REVUES D'ARTISTES

« Point à la ligne »

CETTE excellente revue de réflexion entame une nouvelle série, la sortie du n°5 a été le prétexte à une exposition au 14, rue Lacaze, à Paris. De jeunes espoirs du post-maximalisme ont pu installer leurs œuvres, Kerouredan, Willis et Stamm. Cette revue quasi confidentielle ne finira certainement pas au hit parade des ventes de l'O.J.D. En effet, quand on refuse d'apposer un quelconque « *copyright* », de demander un numéro de commission paritaire, on choisit de vivre difficilement, de défendre un courant de l'art qui a peu de défenseur sur le marché. Mais qui, sur le plan de la théorie, pose la problématique de « *Quel art dans la société ?* ».

Est-ce une nécessité de voir une œuvre accrochée à une cimaise ou peut-elle être ailleurs au plafond, au sol ou à l'extérieur (en forêt, par exemple). La force de ce courant est une réflexion sans cesse renouvellée sur la finalité de l'art. Dans ce numéro (1), l'ensemble des propos ont pour sujet les tactiques spatiales. La couverture réalisée par Sergio Castoldi, riche en couleur, nous rappelle ces interventions urbaines éphémères mais pleines de modernité et un article sur son travail nous familiarise davantage avec l'artiste. Les auditeurs de Radio-Libertaire pourront l'entendre au cours de l'émission « Graffiti » (2) prochainement. Il est important de soutenir cette initiative car les inovateurs manquent.

André ROBERT

(1) « Point à la ligne », 14, rue Lacaze, 75014 Paris. Abonnement pour quatre numéros (avec une estampe) : 200 F.
(2) « Graffiti », un dimanche sur deux, de 18 h 30 à 20 h 30, sur Radio-Libertaire (Paris), 89.4 MHz.

ORSAY

Musée pour le XIXe siècle

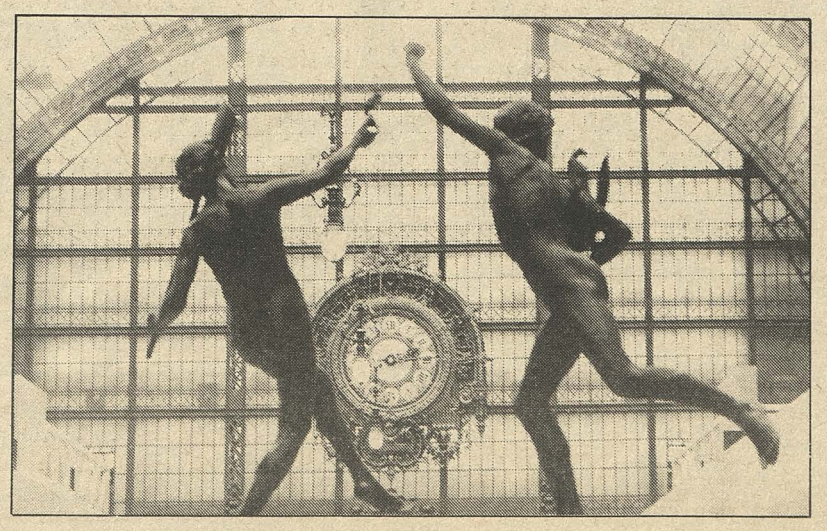
C'EST sous une esthétique futuriste que le musée d'Orsay est né, nous dit-on. Le premier lundi de décembre fut choisi pour l'inauguration !

Toutes les autorités du pays étaient là : Tonton, Jacquou, Léo, et même V.G.E. Ces hautes figures suivaient le pas et les dires du conservateur d'Orsay. Tonton, à la « galerie des hauteurs », confie à ses acolytes qu'il préfère Monet aux autres peintres. Un autre chuchote que le musée nous a coûté un milliard trois cents millions de francs, et Jacquou (contemplatif) a lâché un « *Merveilleux !* ». Cet avis n'était pas unanime, un petit homme, chansonnier, se faisant appeler Couté je crois, me disait : « *Avec c't'argent dépensé, on aurait pu combien ach'ter d'semence à blé, hein ? Pour nourrir nos ventres creux ! Ah, mille trois cents millions d'foutu !* ».

Yves Mourousi était de la fête aussi. Puis, Tonton, interrogé sur le rôle de l'« avant-garde » et du « conservatisme » en art, a déclaré : « *On ne peut être conservateur, ou seulement conservateur, car la vie est toute-puissante et l'avant-garde est nécessaire, mais ce ne peut être un système* ». En clair : ni chaud ni froid, mais tiède ! Tiens, tiens, on continue : « *On ne peut pas toujours bousculer une société qui a besoin de ses aises, qui est forcément lente à faire bouger (!). Il faut que ceux qui gèrent tiennent compte de l'avant-garde, qui marque la direction à prendre, mais aussi la réalité sociale, lourde, pesante. C'est le mariage des deux qui fait une politique esthétique (!), mais c'est vrai aussi dans d'autres domaines.* »

Comment ne pas sourire ironiquement au nez de cette logomachie méphitique ! Comment ne pas lire entre les lignes la notion du dirigisme et de l'aliénation de l'art. Cette notion si lourde, si pesante, et qui n'a rien d'esthétique. Cet art que l'on nous choisit, si beau soit-il, ne nous fera jamais oublier tous les artistes aux ventres creux ou censurés, d'ici ou d'ailleurs, de jadis ou d'aujourd'hui, et qui marquent notre réalité sociale. La réalité sociale, c'était aussi ces étudiants qui gesticulaient ce lundi-là aux portes du musée d'Orsay, que Tonton, Jacquou et consort feignaient d'ignorer. Ils avaient tort ! Car ces jeunes gens manipulaient les plus belles toiles du monde et chantaient les plus beaux chants du monde ; ils étaient de revendications.

PHILIPPE
(Gr. Montrougénoir)



MEETING À ROUEN

Le libéralisme n'est pas la liberté

NOUS pensons que, dans la situation actuelle, se produit en France une série de modifications impulsée par le gouvernement actuel (les forces qui sont à la tête de l'Etat), qui change de manière assez considérable le « *corpus législatif* » par un renforcement de la police et de la justice. Un certain nombre d'accords sociaux mettent réellement en cause les libertés — liberté pris dans le sens le plus large, c'est-à-dire « de la possibilité de développement de l'individu et de la société actuelle ».

Pour la plupart des gens, il n'y aurait pas en France, depuis un certain nombre d'années, de menaces sur les libertés ; c'est pourquoi il nous a semblé important d'organiser un meeting sur ce thème pour démontrer que les libertés sont vraiment en danger. C'est Jacky Toublet, de la Fédération anarchiste, qui développa cette argumentation devant une quarantaine de personnes présentes ce samedi 22 novembre à Rouen.

Renforcement de la police et de la justice

Actuellement, il y a un net recul des libertés, ce que l'on appelle les « droits démocratiques ». Nous sommes obligés, depuis quelques temps, d'avoir et de montrer nos papiers d'identité à la moindre réquisition des forces de police. Le refus d'obtempérer est passible d'un emprisonnement de trois mois de prison et d'une amende de 15 000 F. Les étrangers doivent, de plus, être munis d'un titre d'autorisation de séjourner en France. Les personnes ne pouvant justifier leur identité ou leur droit de séjourner en France subissent un fichage avec prises d'empreintes et de photographie. A ce sujet, Jacky nous appris la future création d'un centre de recherche informatisé qui se trouvera à Levallois-Perret, en vue d'emmagasiner un fichier de 4 millions de personnes.

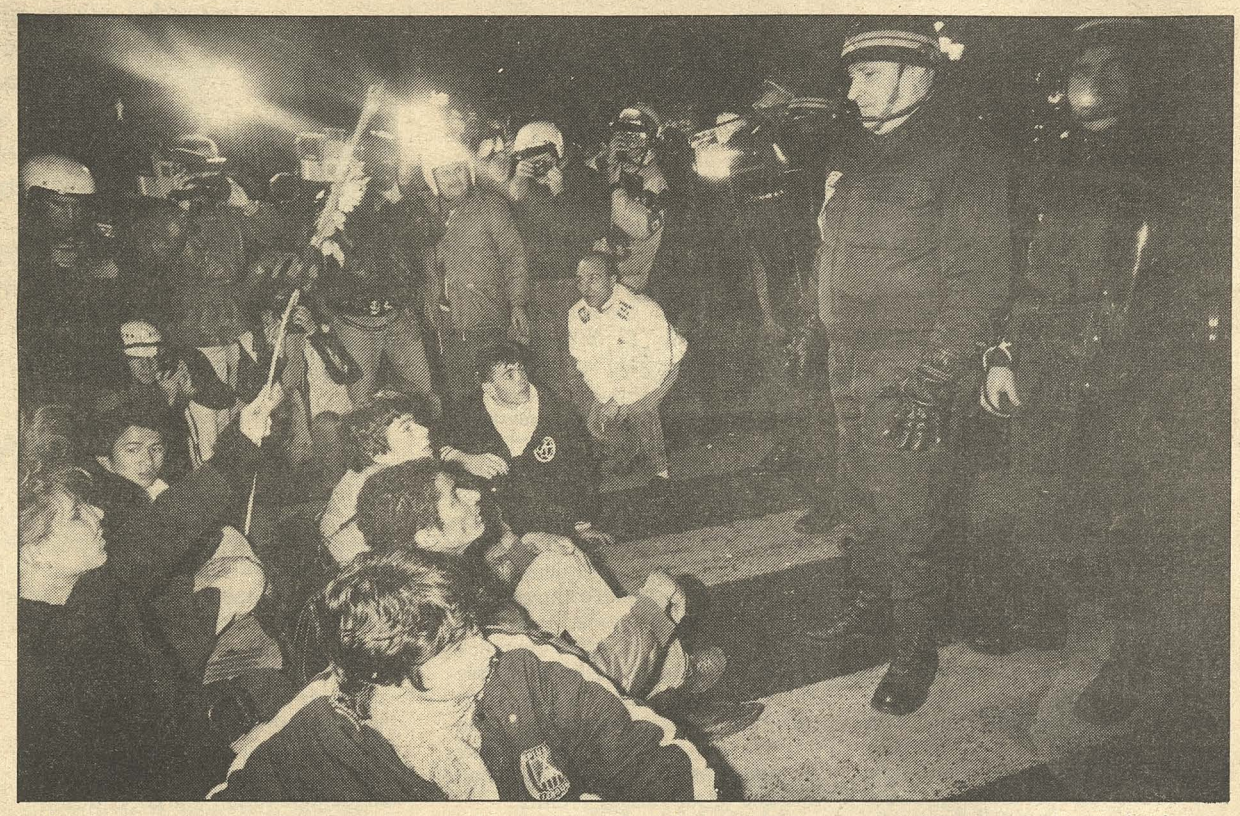
Au niveau judiciaire, les comparutions immédiates ont augmenté, ce qui entraîne une surpopulation pénitenciaire. Il y a également un durcissement de la loi sur les réductions de peines. D'autre part, certains textes visent à criminaliser l'usage des stupéfiants.

A la suite de nombreux attentats terroristes, l'Etat a décidé de centraliser les poursuites avec la création d'une cour d'assise spécialisée et d'augmenter la garde à vue qui est maintenant de quatre jours. Mais c'est sans doute les atteintes au droit d'asile qui sont inquiétantes pour nos libertés. On parle en effet de juger les personnes qui bénéficient du droit d'asile en France pour des délits commis dans leurs pays d'origine. Il y a aussi la refonte du code de la nationalité et d'autres modifications législatives.

La justification de l'Etat pour prendre ces mesures est que la délinquance a augmenté, or les statistiques nous montrent le contraire. En réalité, ces mesures sont dirigées contre les chômeurs au premier titre et contre l'ensemble de la classe ouvrière en général. L'Etat doit contrôler et vérifier cette population qui subit la crise de plein fouet. Cela explique les modifications du tissu social.

Modifications dans le domaine social

Trois secteurs sont principalement touchés :



• Les nouveaux accords sur les licenciements. Il s'agit de l'introduction de la flexibilité de l'emploi, de la réduction des délais de licenciement et de la suppression de la mesure administrative de licenciement. Ces accords ont été signés par l'ensemble des syndicats, à l'exception de la C.G.T. et de la C.G.C.

• La Sécurité sociale. Pour combler son déficit, le gouvernement a décidé un certain nombre de mesures. Il va supprimer la franchise postale, augmenter le forfait hospitalier (qui passera à 31 F) et modifier le remboursement des frais entraînés par certaines maladies. Jacky nous a donné un exemple montrant bien les difficultés financières à venir pour les familles les plus modestes : l'ablation des amygdales coûtera en effet 2 245 francs !

• Le régime mutualiste. Ces modifications de la Sécurité sociale créeront des problèmes financiers aux mutuelles. Moins la Sécurité sociale rembourse, plus les mutuelles se doivent de rembourser. On risque de voir disparaître de nombreuses mutuelles au profit des sociétés d'assurance. Le mouvement ouvrier risque de s'affaiblir. Les mutuelles sont basées sur le principe de la solidarité et comptent de 20 à 25 millions d'adhérents.

Il est donc important de lutter contre ces attaques du patronat et de l'Etat, et de faire comprendre aux travailleurs que le libéralisme n'est pas la liberté. Il n'y a pas de contradiction entre le libéralisme et l'atteinte aux libertés actuelle. Le libéralisme, c'est les droits de l'homme, le droit à la sécurité, mais également le droit à la propriété. Pour les libéraux, le droit à la propriété prime sur les droits de l'homme. La loi Le Chapelier de 1791 interdisant toute association professionnelle eut pour conséquence d'empêcher le développement du syndicalisme ouvrier. Un autre aspect du libéralisme fut le « *code sanglant* » existant en Angleterre au début du XIX[e] siècle, dont la finalité était de défendre la propriété : le vol simple était puni de la peine de mort !

Maintenant, le capitalisme et l'Etat se renforcent au détriment de la population des travailleurs ou des non-travailleurs, par cette série de mesures liberticides. Il est urgent de se mobiliser contre celles-ci. Jacky ne croit pas à une riposte des forces politiques, même si le bloc P.C.-C.G.T. pourrait se refaire une santé sur ce thème. Les libertaires ont un rôle important à jouer pour informer la population, pour arrêter ce processus avant qu'il ne devienne réellement oppressif.

Le débat qui s'ensuivit fut intéressant, d'autres menaces furent discutées comme le fascisme, la militarisation de la société, la répression envers les réfractaires à l'armée... Il est à souhaiter que cette réunion, ayant attiré essentiellement une assistance de jeunes, débouche sur une véritable riposte contre ces tentatives de « libéralisation » de tous les secteurs de la société.

E. H. (Gr. de Rouen)

LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE

• DÉLINQUANCE ÉLECTRONIQUE. Une nouvelle forme de criminalité est née : la « criminalité financière assistée par ordinateur » (C.F.A.O.). Par ailleurs, 40 000 délits à la carte de crédit sont enregistrés chaque jour dans le monde ! Modernité quand tu nous tiens.

• BIG BROTHER. Ça y est, la Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) a désigné les cinq P.-D.G. des chaînes publiques de radio et de télévision. Pour préserver leur objectivité aux médias en question, les personnalités élues n'ont été choisies ni à gauche ni à gauche...

• A LA HAUSSE. La Fédération des médecins de France (F.M.F.) a demandé une hausse des tarifs médicaux. Santé au rabais, tarifs à la hausse !

• CHÈQUES PAYANTS. Devant la mobilisation des usagers et l'envergure prévisible du boycott, les banquiers ont pris peur et tentent de « dégonfler » le mouvement. Annonçant le report de la tarification au 1er avril, ils souhaitent calmer les esprits.
Un accord était même en train d'être conclu avec les organisations de consommateurs sur les contreparties à accorder aux usagers, mais dans la dernière ligne droite les banquiers ont insisté pour ne pas s'engager collectivement vis-à-vis des consommateurs, mais individuellement devant un médiateur. Ils ne veulent pas créer un précédent, officialisant les usagers comme interlocuteurs à part entière.
Rumeurs et fausses informations circulent en tous sens. Ce qui est certain, c'est que le boycott continue ! Si les organisations de consommateurs y appellent en ordre dispersé, les usagers doivent en masse imposer aux banquiers l'abandon de leur projet ou des contreparties notables (paiement d'intérêts sur les comptes, baisse du taux de crédit, etc.). Les chèques de Radio-Libertaire sont toujours disponible au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

L.L.

Retour aux tribunaux d'exception

FAUT-IL que, par la pantalonnade et la comédie, on en revienne aux tribunaux d'exception ? Faut-il que, par la menace verbale, un jury de citoyens « honnêtes » soit rendu malade ? Faut-il enfin accorder aux « militants » d'Action directe l'importance qu'ils n'ont pas ? Telles sont en vrac trois questions que l'on peut légitimement se poser à l'examen des faits survenus récemment aux assises de Paris : un bracage sanglant (fusillade et flics tués), une dénonciation, des arrestations, un procès au cours duquel des menaces, au nom d'une justice prolétarienne arlésienne, sont proférées à l'encontre des jurés qui se retrouveront subitement souffrants. Les courants d'air du Palais sans doute ou bien les effets de manches un peu trop appuyés. Les trois inculpés ne seront pas jugés par les assises et retourneront en prison.

Au-delà de la répulsion que peut nous inspirer la justice telle qu'elle se conçoit et s'applique dans notre démocratie et la sévérité des peines encourues par les condamnés depuis que les jurés d'assises sont tirés au sort, il faut tout de même noter que la disparition de la Cour de Sureté de l'Etat et des T.P.F.A. a pu apparaître, avec toutes les réserves possibles, comme une non-régression dans le domaine du droit.

Par la grâce et la magie d'une prise de position pseudo-révolutionnaire, mais en fait complètement fumeuse, les trois inculpés sont en train de semer ce que nous risquons de récolter plus tard. C'est-à-dire la mise en place de nouvelles juridictions spéciales, appelons-les comme on voudra, où seuls des magistrats professionnels, donc des gens payés pour faire plonger bien bien profond les inculpés et connaissant leur affaire par cœur, pourront rendre (j'allais dire vomir) la justice en notre nom. Glacial et sophistiqué, n'est-ce pas ?

Quand on constate avec quelle désinvolture et quelle légèreté un délit banal devient terroriste, l'enchaînement des faits doit chatouiller bien agréablement un bon paquet de populace pour laquelle justice rime avec coup de trique. Action directe prend sa vessie prolétarienne pour un phare éclairant le vieux monde en décomposition. Il est grand temps de démystifier cette illusion médiatique et de s'attaquer à des problèmes beaucoup plus urgents.

Jean-Pierre GAULT

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.